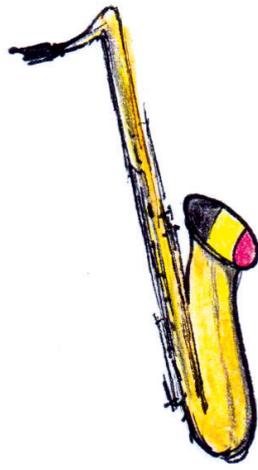
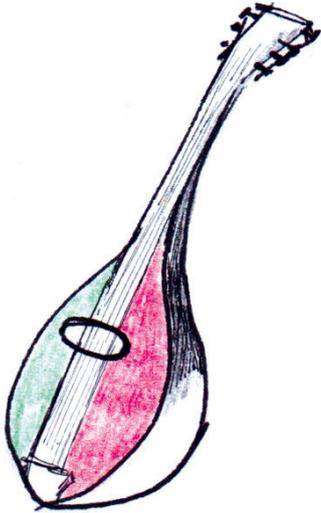


S1



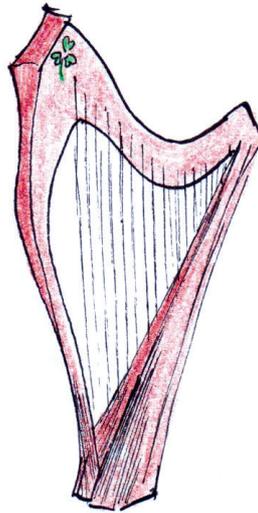
2021



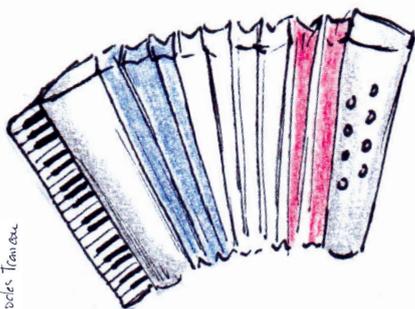
RAPPORT  
FINANCIER



2021



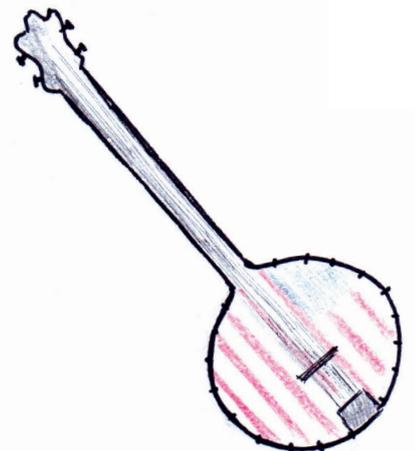
S1



Franca Rhodes France

DEXIA  
CRÉDIT  
LOCAL

DCL



# SOMMAIRE

---

<b>I. RAPPORT DE GESTION</b>	<b>3</b>
1.1. PROFIL FINANCIER	3
1.2. REPORTING FINANCIER	4
1.3. GESTION DES RISQUES	10
<b>II. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS</b>	<b>19</b>
<b>III. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE</b>	<b>46</b>
<b>IV. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE</b>	<b>47</b>

# RAPPORT DE GESTION (1)

## PROFIL FINANCIER

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – FORMAT ANC		
(en millions d'EUR)	S1 2020 <sup>(2)</sup>	S1 2021
<b>Produit net bancaire</b>	-543	-38
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-206	-161
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>-749</b>	<b>-199</b>
Coût du risque de crédit	-95	47
Gains ou pertes nets sur autres actifs	104	0
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS</b>	<b>-740</b>	<b>-152</b>
Impôts sur les bénéfices	-2	-52
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	0	0
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>-742</b>	<b>-204</b>
Intérêts minoritaires	-1	0
<b>RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE</b>	<b>-741</b>	<b>-204</b>

(2) Les chiffres au 30/06/2020 ont été revus. Les intérêts des instruments de dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat (hors dérivés de couverture qui sont détenus à des fins de gestion de risques mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée) sont désormais comptabilisés sur la ligne Gains et pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat en non plus en Intérêts et produits assimilés et en Intérêts et charges assimilés. Voir également note 1.3 Changement de présentation des états financiers consolidés résumés de Dexia Crédit Local.

PRINCIPAUX AGRÉGATS DE BILAN - FORMAT ANC			
(en millions d'EUR)	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>120 252</b>	<b>113 523</b>	<b>101 639</b>
<i>Dont</i>			
Caisse et banques centrales	5 738	9 866	9 032
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	17 404	12 950	10 238
Instruments dérivés de couverture	1 240	1 263	808
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 097	3 369	2 798
Titres au coût amorti	39 661	37 075	35 574
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	23 009	21 498	18 090
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	28 452	26 895	24 501
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>114 927</b>	<b>107 831</b>	<b>96 005</b>
<i>Dont</i>			
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	16 444	12 525	10 958
Instruments dérivés de couverture	21 439	20 548	16 976
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12 517	10 050	8 146
Dettes envers la clientèle	2 690	6 824	7 813
Dettes représentées par un titre	61 268	57 360	51 656
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>5 325</b>	<b>5 692</b>	<b>5 634</b>
<i>Dont</i>			
Capitaux propres part du groupe	5 322	5 692	5 634

(1) Les données de ce rapport de gestion sont non auditées.

### INTRODUCTION

Après une année 2020 fortement marquée par la pandémie de Covid-19, l'amélioration des conditions de marché et la réduction de la volatilité amorcées fin 2020 grâce au soutien historique des banques centrales se sont poursuivies au 1<sup>er</sup> semestre 2021.

Dans cet environnement plus favorable, Dexia Crédit Local a poursuivi son programme de cession d'actifs à un rythme soutenu et finalisé son programme annuel de refinancement à long terme dès le mois de juillet.

La remontée des taux d'intérêt a par ailleurs marqué les résultats de la banque de son empreinte : le bilan affiche une baisse de 10 % sur le semestre, essentiellement portée par la réduction du cash collatéral et des éléments de juste valeur. Les éléments de volatilité comptables sont également légèrement positifs sur le semestre.

Dexia Crédit Local continue d'afficher des ratios de solvabilité robustes, supérieurs aux exigences réglementaires.

### 1. ÉVÉNEMENTS ET TRANSACTIONS SIGNIFICATIFS

#### A. Implications relatives au Covid-19

Dès les prémices de la crise, Dexia Crédit Local a suivi attentivement l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19 à travers le monde et particulièrement en Europe. Durant le 1<sup>er</sup> semestre 2021, le comité de direction a maintenu le dispositif composé d'une cellule opérationnelle et d'une cellule stratégique de crise. Les mesures de confinement et le travail à distance ont été reconduits avec une amplitude adaptée de façon flexible à l'évolution de la pandémie.

Les différentes répercussions de la pandémie sur les activités et les états financiers de Dexia Crédit Local sont détaillées à la « Note 1 aux états financiers consolidés résumés » de ce rapport financier semestriel et dans les différentes sections de ce rapport de gestion.

#### B. Gestion proactive du bilan, du hors bilan et des risques

##### Poursuite des ventes d'actifs à un rythme équivalent à celui de fin 2020

Après un début d'année 2020 fortement perturbé par la pandémie de Covid-19, le retour à la normale quasi généralisé des conditions de marché à partir de septembre 2020 avait permis à Dexia Crédit Local de pleinement reprendre ses activités de cession d'actifs. Ces conditions favorables ont perduré au 1<sup>er</sup> semestre 2021, notamment grâce à l'intervention des banques centrales.

Ainsi, fin juin 2021, les portefeuilles d'actifs s'inscrivent en baisse de EUR 3,1 milliards par rapport à fin décembre 2020, grâce à EUR 2,0 milliards de cessions et de remboursements anticipés et EUR 1 milliard d'amortissement naturel.

Sur l'année, 60 % des actifs cédés ou remboursés anticipativement sont libellés en devises non euro (livre sterling, dollar US et dollar canadien) et la durée de vie moyenne de ces actifs demeure longue (9 ans), ce qui a permis la poursuite de la réduction du risque de refinancement de la banque.

Les cessions et remboursements se sont principalement concentrés sur des financements de projets et de grandes entreprises (EUR 0,8 milliard) et des actifs du secteur public (EUR 1,1 milliard), via notamment des cessions ou remboursements de prêts aux collectivités locales françaises (207 prêts cédés ou remboursés pour un encours de EUR 0,6 milliard) et de prêts à des acteurs du secteur du logement social au Royaume-Uni (EUR 0,4 milliard).

Une vingtaine d'opérations « complexes » ont fait l'objet de simplification au 1<sup>er</sup> semestre 2021 via, par exemple, le remboursement anticipé de crédits revolving ou la restructuration de crédits indexés sur des indices structurés. Ceci contribue à la poursuite de la simplification du portefeuille commercial.

Depuis la mise en œuvre du nouveau programme de cessions d'actifs en juillet 2019, le groupe Dexia Crédit Local a ainsi négocié des cessions et remboursements anticipés correspondant à environ 85 % de l'objectif fixé à échéance fin 2022 en termes de réduction du nominal.

## Gestion proactive du hors bilan

Au 1<sup>er</sup> semestre 2021, Dexia Crédit Local a poursuivi la mise en œuvre du programme de réduction de son portefeuille de dérivés, procédant notamment à des exercices de compression afin d'en simplifier la gestion opérationnelle et d'en réduire le montant nominal.

Dexia Crédit Local a également débouclé anticipativement 22 contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) exécutés avec des clients, ce qui contribue également à l'objectif de simplification des encours commerciaux.

## Réduction de la sensibilité du bilan et du résultat aux paramètres de marché

Depuis plusieurs années, Dexia Crédit Local poursuit une politique active de gestion des risques ALM, visant en particulier à réduire la sensibilité de son bilan et de sa trajectoire de profitabilité à certains paramètres de marché. Ce programme de couverture des risques s'est poursuivi selon une bonne dynamique au 1<sup>er</sup> semestre 2021, sous le pilotage du comité de gestion Actif-Passif (ALCO).

Ainsi, au cours du semestre, les actions permettant de réduire de façon matérielle la sensibilité de la marge nette d'intérêt aux paramètres de marché les plus sensibles et donc l'amplitude d'un stress potentiel sur la solvabilité de la banque, se sont poursuivies.

## C. Poursuite de la simplification du réseau international : focus sur Dexia Crediop

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2021, Dexia Crédit Local a finalisé le transfert vers Paris et Dublin d'un portefeuille d'actifs de EUR 3,2 milliards de valeur nominale, composé de prêts, d'obligations et de dérivés de couverture associés. Ces titres ayant été transférés à la valeur nette comptable qu'ils affichaient dans les comptes de Dexia Crediop et non à leur valeur de marché, une charge d'impôt différé passif de EUR -51 millions a été comptabilisée dans les comptes consolidés de Dexia Crédit Local.

Dexia Crédit Local a également mis en place un programme de transfert de 25 contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) exécutés avec des clients de Dexia Crediop, représentant un encours total de EUR 1,8 milliard. Ces swaps sont transférés vers Dexia Crédit Local à Paris au gré de l'obtention des consentements des contreparties.

Par ailleurs, Dexia Crédit Local a poursuivi les actions d'amélioration du mix de financement de sa filiale.

## D. Exigences prudentielles en matière de fonds propres, ratification de la prolongation de la garantie de financement par les États et évolution de la gouvernance

### Exigences prudentielles en matières de fonds propres applicables à Dexia Crédit Local

Le 7 janvier 2021, l'ACPR a informé Dexia Crédit Local qu'en l'absence d'évolution significative de son profil de risque et afin de tenir compte des circonstances exceptionnelles engendrées par la crise sanitaire actuelle, l'exigence de fonds propres totale de 11,25 % sur une base consolidée était maintenue en 2021. Ce niveau comprend une exigence minimale de fonds propres de 8 % (*Pillar 1*) et un niveau de capital supplémentaire de 3,25 % (*P2R – Pillar 2 requirement*) devant être couvert au moins à hauteur de 56,25 % par des fonds propres « Common Equity Tier 1 » et 75 % par des fonds propres « Tier 1 ».

Le 5 février 2021, l'ACPR a également confirmé à Dexia Crédit Local le maintien provisoire d'une tolérance qui lui permet de déduire de son capital réglementaire CET1 l'impact économique qu'engendre la remédiation à un manquement au respect du ratio des grands risques pour une exposition souveraine.

### Ratification de la prolongation de la garantie de financement de Dexia Crédit Local par les États belges et français

À la suite de l'approbation<sup>(1)</sup> par la Commission européenne de la prolongation de la garantie de financement de Dexia Crédit Local pour une nouvelle période de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les États français et belge ont ratifié les textes de loi relatifs à cette prolongation, respectivement les 29 décembre 2020 et 27 juin 2021<sup>(2)(3)</sup>.

Pour rappel, la garantie de financement prolongée conserve la majeure partie de ses caractéristiques actuelles et reste donc conjointe, inconditionnelle, irrévocable et à première demande. Les modifications suivantes ont cependant été apportées au schéma :

- Le nouveau plafond de garantie est de EUR 75 milliards ;
- L'État luxembourgeois ne prend plus part au mécanisme de garantie. Sa quote-part de 3 % est répartie entre les États belge et français en proportion de leur quote-part respective actuelle de 51,41 % et 45,59 %, soit 53 % pour la Belgique et 47 % pour la France ;
- La rémunération de la garantie reste de 5 points de base par an sur les encours garantis, payable mensuellement. Cette commission sera

(1) [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/mex\\_19\\_5875](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/mex_19_5875)

(2) Cf. communiqué de presse Dexia du 28 mai 2021, disponible sur [www.dexia.com](http://www.dexia.com).

(3) Loi 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finance pour 2021, publiée au Journal Officiel le 30 décembre 2020 et loi du 27 juin 2021 portant des dispositions financières diverses, publiée au Moniteur Belge le 9 juillet 2021.

augmentée d'une commission différée conditionnelle, payable en cas de liquidation du groupe Dexia et pour autant que Dexia Crédit Local ne dispose plus de licence bancaire. La tarification de cette commission sera progressive dès 2022 et atteindra un taux annuel de 135 points de base sur les encours en 2027.

Cette structure de rémunération de la garantie permet de pleinement mettre en œuvre le principe de partage de fardeau (*burden sharing*) qui sous-tend la résolution ordonnée du groupe Dexia et qui impose que toute amélioration de la situation financière de Dexia bénéficie aux seuls États actionnaires et garants.

Dexia Crédit Local, continuera à se refinancer sous le schéma de garantie actuellement en vigueur jusqu'au 31 décembre 2021 et la dette déjà émise ou qui sera émise avant cette date sera couverte jusqu'à sa maturité contractuelle par la convention de garantie du 24 janvier 2013. Au 30 juin 2021, l'encours de dette garantie de Dexia Crédit Local s'élève à EUR 50 milliards.

## Évolution de la gouvernance de Dexia Crédit Local

Le 29 avril 2021, le conseil d'administration de Dexia Crédit Local a coopté Marie-Anne Barbat-Layani en qualité d'administrateur non exécutif de Dexia Crédit Local, en remplacement de Bertrand Dumont. Sa nomination définitive a été approuvée par l'assemblée générale ordinaire de Dexia Crédit Local du 18 mai 2021.

La gouvernance de Dexia et Dexia Crédit Local étant intégrée, Marie-Anne Barbat-Layani est également administrateur non-exécutif de Dexia.

## E. Autres événements significatifs

### Réforme des indices de référence (IBOR)

Afin de renforcer la fiabilité et la transparence des taux de référence à court terme (IBOR), une réforme a été engagée au niveau mondial visant à remplacer ces indices par de nouvelles références de taux sans risque (*nearly risk-free rates*) tels que ESTR (EUR), SOFR (USD) et SONIA (GBP).

Dexia Crédit Local est exposé aux indices IBOR, principalement en euro, en dollar US et en livre sterling, par le biais d'instruments financiers amenés à être remplacés ou modifiés dans le cadre de cette réforme via le remplacement du taux d'intérêt de référence. Le cas échéant, la solidité des contrats concernés se trouve renforcée via l'insertion de clauses de remplacement (clauses de *fall-back*), établissant les modalités de remplacement dans le cas d'une cessation d'un taux d'intérêt de référence.

Dexia Crédit Local a chargé un comité de pilotage de la veille de marché et du suivi des différents développements relatifs à cette réforme afin d'anticiper au mieux les conséquences de la transition vers les nouveaux taux de référence et de gérer le stock de contrats existants. Dexia Crédit Local a également procédé aux analyses juridiques des contrats concernés par la réforme, aux analyses d'impacts financiers des remplacements et aux modifications nécessaires d'un point de vue opérationnel.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2021, Dexia Crédit Local a poursuivi la préparation de la transition vers les nouveaux taux d'intérêt de référence, notamment en vue de la cessation des indices LIBOR GBP et EONIA prévue respectivement pour le 31 décembre 2021 et le 3 janvier 2022. En particulier, Dexia Crédit Local :

- a adhéré au Protocole ISDA en juin 2021, ce qui a conduit à un amendement automatique des contrats cadres avec les contreparties bilatérales ayant également adhéré au protocole. Par ailleurs, Dexia Crédit Local prévoit de négocier l'ajout de nouvelles clauses de remplacement directement avec ses contreparties de dérivés en cas de non-adhésion au protocole ISDA ;
- a entamé la transition vers l'ESTR de ses accords de cash collatéral en EUR liés à des contrats de dérivés traités avec des contreparties OTC ;
- a engagé une communication active vis-à-vis de ses clients afin que des solutions soient apportées aux contrats de prêts et lignes de crédit concernés par la phase de transition.

Concernant les contrats de dérivés de Dexia Crédit Local traités avec les chambres de compensation, la transition visant à remplacer l'indice de la branche variable des instruments indexés sur l'EONIA et le LIBOR GBP aura lieu respectivement le 15 octobre et le 17 décembre 2021, ce qui permettra à Dexia Crédit Local de terminer son travail de mise à jour des contrats concernés ou de mise en œuvre de dispositions de remplacement appropriées d'ici à la fin de l'année 2021.

Les impacts attendus sur les états financiers de Dexia Crédit Local, sur la base de l'avancement des travaux au 30 juin 2021 et en application des amendements à IFRS 9 et IAS 39 sur la réforme des taux d'intérêt de référence<sup>(1)</sup>, sont détaillés à la « Note 1 aux états financiers consolidés résumés » de ce rapport financier semestriel. En particulier, Dexia Crédit Local s'attend à ce que la transition de ses contrats de dérivés de couverture de juste valeur indexés sur le LIBOR GBP génère un impact total positif en résultat de l'ordre de EUR 350 millions, qui sera réparti entre les exercices 2021 et 2022. Cet impact sera engendré par la réévaluation de la juste valeur du risque couvert à la suite de sa redéfinition et correspondra à la reprise du stock d'inefficacité comptable LIBOR GBP/SONIA au moment de la transition.

(1) Phase 2 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## 2. RÉSULTATS SEMESTRIELS S1 2021

### A. Présentation des états financiers consolidés résumés de Dexia Crédit Local au 30 juin 2021

#### Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés résumés de Dexia Crédit Local au 30 juin 2021 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation conformément à IAS 1 § 25 et 26. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe Dexia, développées à la « Note 1 aux états financiers consolidés résumés » de ce rapport financier semestriel.

### B. Résultats consolidés S1 2021 de Dexia Crédit Local

#### Compte de résultat de la période

Le résultat net part du groupe est de EUR -204 millions au premier semestre 2021, contre EUR -741 millions fin juin 2020.

Sur le semestre, le produit net bancaire s'élève à EUR -38 millions et comprend :

- La marge nette d'intérêt, qui s'élève à EUR +22 millions et correspond au coût de portage des actifs ainsi qu'au résultat de transformation de la banque. Elle s'inscrit en légère hausse de EUR 6 millions par rapport au 30 juin 2020, du fait notamment de la baisse du cash collatéral sur le semestre.
- Des commissions nettes de EUR -5 millions.
- Les gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat, qui s'élèvent à EUR -73 millions. Au 1<sup>er</sup> semestre 2020, ces éléments avaient été fortement impactés par le choc lié à la crise du Covid-19 et s'élevaient à EUR -384 millions. Portés par l'embellie des conditions de marché, ils s'améliorent. La contribution favorable de la *Funding Value Adjustment* (FVA), de la *Credit Value Adjustment* (CVA) et de la *Debt Valuation Adjustment* (DVA) ainsi que la variation positive de la valeur des actifs classés en juste valeur par résultat ont néanmoins été effacées par des charges liées à la valorisation d'autres éléments de trading.
- Des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres, pour un montant de EUR -26 millions, ainsi que des gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti pour un montant de EUR +16 millions liés aux programmes de cession d'actifs.

Les coûts atteignent EUR -153 millions en baisse de EUR 33 millions par rapport au 30 juin 2020. Ceci reflète essentiellement les efforts de maîtrise des charges générales d'exploitation, ainsi que la baisse des taxes et contributions réglementaires, liée à la réduction du périmètre du groupe Dexia Crédit Local.

Une des principales variations du résultat récurrent par rapport au 30 juin 2020, réside dans le coût du risque. En 2020, la crise de Covid-19 s'était en effet matérialisée par une augmentation des pertes attendues, le coût du risque s'établissant à EUR -95 millions au 30 juin 2020. Le coût du risque du 1<sup>er</sup> semestre 2021 s'élève à EUR +47 millions et se compose principalement :

- d'une reprise de provisions collectives d'un montant net de EUR +24 millions, résultant de la mise à jour des scénarios macro-économiques utilisés pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9 (cf. « Note 1 aux états financiers consolidés résumés » de ce rapport financier semestriel) ainsi que de la mise à jour des paramètres de calcul liés à l'évolution du portefeuille (changements de notation, cessions, amortissement naturel), partiellement compensée par une charge liée à la revue de modèles dans le cadre des exercices de backtest ;
- d'une reprise de provisions spécifiques de EUR +20 millions, liée au remboursement anticipé total ou partiel d'expositions, notamment en Grèce et au Royaume-Uni.

Les impôts s'élèvent à EUR -52 millions et intègrent une charge d'impôts différés, liée au transfert de titres de Dexia Crediop vers Dexia Crédit Local Dublin (cf. section Événements et transactions significatifs de ce rapport financier semestriel).

## 3. ÉVOLUTION DU BILAN, DE LA SOLVABILITÉ ET DE LA SITUATION DE LIQUIDITÉ DE DEXIA CRÉDIT LOCAL

### A. Bilan et solvabilité

#### Évolution semestrielle du bilan

Au 30 juin 2021, le total de bilan consolidé de Dexia Crédit Local s'élève à EUR 101,6 milliards, contre EUR 113,5 milliards au 31 décembre 2020, soit une baisse de EUR 11,9 milliards, portée par un environnement favorable de hausse des taux d'intérêt et par la dynamique de réduction des portefeuilles commerciaux.

À l'actif et à taux de change constant, la diminution du bilan s'explique principalement par l'amélioration des éléments de juste valeur et du cash collatéral posté (EUR -10,1 milliards) et dans une moindre mesure par la réduction du portefeuille d'actifs (EUR -3,1 milliards).

Au passif et à taux de change constant, l'évolution du bilan se traduit principalement par la réduction du stock des financements de marché (EUR -6,2 milliards) et par la baisse des éléments de juste valeur et du cash collatéral reçu (EUR -6,7 milliards).

Sur le semestre, l'impact des variations de change sur l'évolution du bilan s'élève à EUR +1,4 milliard.

## B. Solvabilité

Au 30 juin 2021, les fonds propres « Total Capital » du groupe Dexia Crédit Local s'élèvent à EUR 5,7 milliards, contre EUR 5,9 milliards au 31 décembre 2020. Cette baisse est principalement imputable au résultat net négatif du semestre (EUR -204 millions).

Au 1<sup>er</sup> semestre 2021, deux éléments significatifs sont déduits des fonds propres réglementaires, en ligne avec les exigences de la BCE :

- Le montant théorique de perte correspondant à la remédiation au non-respect du ratio des grands risques qui, au 30 juin 2021, s'élève à EUR -92 millions<sup>(1)</sup> ;
- Le montant des engagements irrévocables de paiement (IPC) aux fonds de résolution et autres fonds de garantie, qui s'élève à EUR -68 millions.

Par ailleurs, à la suite de l'inspection sur site (*on site inspection*) relative au risque de crédit qu'elle a menée en 2018, la BCE a émis un certain nombre de recommandations. En conséquence, Dexia Crédit Local a déduit de ses fonds propres prudentiels un montant de EUR -35 millions au titre de complément pour provisions spécifiques.

Les corrections de valeur supplémentaires prises en compte dans les fonds propres réglementaires dans le cadre de l'évaluation prudente (*Prudent Valuation Adjustment – PVA*) s'élèvent à EUR -182 millions au 30 juin 2021, contre EUR -190 millions au 31 décembre 2020. À noter que l'augmentation du facteur de diversification autorisée par l'ajustement temporaire à la CRR (CRR Quick Fix) validé par le Parlement européen en juin 2020, qui avait généré un impact positif de EUR +59 millions au 31 décembre 2020, n'a pas été renouvelée en 2021 (cf. « Note 1 aux états financiers consolidés résumés » de ce rapport financier semestriel).

Enfin, dans le contexte de la crise de Covid-19, Dexia Crédit Local a fait usage de l'ajustement temporaire à la CRR permettant de réintégrer dans les fonds propres réglementaires les éventuelles nouvelles pertes de crédit attendues comptabilisées selon le référentiel IFRS 9 (*phase-in* dynamique), se traduisant par un impact positif de EUR +106 millions. La neutralisation temporaire des variations de juste valeur de certains actifs souverains et du secteur public classés en juste valeur par capitaux propres a également eu un impact positif de EUR +5 millions sur le niveau du capital réglementaire (cf. « Note 1 aux états financiers consolidés résumés » de ce rapport financier semestriel).

### ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

(en millions d'EUR)	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Common Equity Tier 1	5 327	5 807	5 605
Total Capital	5 383	5 863	5 661
Actifs pondérés des risques	26 652	23 692	22 638
Ratio Common Equity Tier 1	19,99%	24,51%	24,76%
Ratio Total Capital	20,20%	24,75%	25,01%

### ACTIFS PONDÉRÉS DES RISQUES

(en millions d'EUR)	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Risque de crédit	24 839	22 061	21 148
Risque de marché	1 213	1 031	890
Risque opérationnel	600	600	600
<b>TOTAL</b>	<b>26 652</b>	<b>23 692</b>	<b>22 638</b>

(1) Cf. communiqués de presse Dexia des 5 février et 26 juillet 2018, disponibles sur [www.dexia.com](http://www.dexia.com).

Au 30 juin 2021, les actifs pondérés des risques s'élevaient à EUR 22,6 milliards contre EUR 23,7 milliards fin décembre 2020, dont EUR 21,1 milliards au titre du risque de crédit, EUR 0,9 milliard au titre du risque de marché et EUR 0,6 milliard au titre du risque opérationnel.

Compte tenu de ces éléments, le ratio « Total Capital » de Dexia Crédit Local s'élève à 25,0 % au 30 juin 2021, contre 24,7 % à la fin 2020, un niveau supérieur au minimum requis pour l'année 2021 dans le cadre du processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (*Supervisory Review and Evaluation Process – SREP*) (cf. section Événements et transactions significatifs de ce rapport de gestion).

## **B. Évolution de la situation de liquidité de Dexia Crédit Local**

Après une année 2020 fortement impactée par la pandémie de Covid-19, la stabilisation des marchés s'est poursuivie au 1<sup>er</sup> semestre 2021, grâce notamment au support historique des banques centrales. Dans ces conditions favorables, Dexia Crédit Local a maintenu une dynamique d'exécution soutenue de son programme de financement lui permettant notamment de finaliser son programme annuel de refinancement à long terme dès le mois de juillet 2021. Cinq transactions publiques à long terme ont été lancées par Dexia Crédit Local en euro, en livre sterling et en dollar US, pour un montant total de EUR 5 milliards. Toutes ont suscité un intérêt marqué des investisseurs.

Globalement l'encours des financements s'inscrit en baisse de EUR 5,6 milliards par rapport au 31 décembre 2020, pour s'établir à EUR 63,7 milliards le 30 juin 2021. La diminution du besoin de financement est consécutive à la remontée des taux d'intérêt et s'explique par la réduction du portefeuille d'actifs et du cash collateral (EUR -3,4 milliards), dont le montant net s'établit à EUR +19,5 milliards au 30 juin 2021.

En termes de mix de financement, les financements sécurisés s'élevaient à EUR 12,2 milliards au 30 juin 2021 et les financements garantis par les États représentent 78 % de l'encours des financements, soit EUR 50 milliards.

En ligne avec la stratégie suivie depuis 2017, Dexia Crédit Local n'a pas fait appel aux opérations de refinancement de la Banque centrale européenne, confirmant ainsi sa capacité à mobiliser ses réserves sur le marché du repo et à émettre de la dette garantie par les États.

Au 30 juin 2021, la réserve de liquidité de Dexia Crédit Local s'élève à EUR 16,6 milliards, dont EUR 10,7 milliards sous forme de cash.

Au 30 juin 2021, le groupe Dexia (consolidé) et Dexia Crédit Local (statutaire) affichent un ratio LCR de respectivement 245 % et 250 %, largement supérieur au minimum requis de 100 %<sup>(1)</sup>.

À la même date, les ratios de financement net stable (NFSR) sont également en ligne avec ces exigences et s'élevaient à 172% pour le groupe Dexia (consolidé) et à 160 % pour Dexia Crédit Local (statutaire).

(1) L'ACPR a confirmé à Dexia Crédit Local, fin 2019, que le ratio de liquidité à court terme LCR et le ratio de financement net stable (NFSR) n'étaient plus attendus au niveau du palier de consolidation de Dexia Crédit Local. En conséquence, Dexia ne produit plus ces ratios à ce palier de consolidation mais continue de les calculer au niveau consolidé pour le groupe Dexia et au niveau de l'entité Dexia Crédit Local (statutaire).

# RAPPORT DE GESTION

## GESTION DES RISQUES

### RISQUE DE CRÉDIT

Pour la description méthodologique du cadre de gestion du risque de crédit, se référer au rapport annuel 2020.

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, Dexia Crédit Local a modifié l'EAD utilisée à des fins de communication externe, afin de la mettre en cohérence avec l'EAD utilisée dans les reportings COREP. À cette fin, Dexia Crédit Local publiera désormais une EAD nette des provisions telles que définies par IFRS 9. L'impact total de ce changement sur le montant de l'EAD au 31 décembre 2020 est très limité, à EUR 26 millions. Afin de permettre la comparaison entre les différentes périodes, une colonne a été ajoutée aux tableaux d'exposition publiés dans ce rapport semestriel.

Au 30 juin 2021, l'exposition au risque de crédit de Dexia Crédit Local s'élève à EUR 77 milliards, comparée à EUR 82 milliards fin décembre 2020. Cette diminution est due principalement aux ventes d'actifs et à l'amortissement naturel du portefeuille.

Les expositions se répartissent essentiellement entre prêts et obligations, respectivement pour EUR 34 milliards et EUR 36 milliards.

Les expositions sont majoritairement concentrées dans l'Union européenne (86 %) ainsi qu'aux États-Unis (6 %).

RÉPARTITION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE			
<i>(en millions d'EUR)</i>	31/12/2020		30/06/2021
	EAD IFRS	EAD COREP	EAD COREP
France	20 962	20 976	19 710
Royaume-Uni	20 648	20 549	18 292
Italie	18 585	18 483	17 815
États-Unis	4 627	4 626	4 332
Espagne	4 610	4 570	4 246
Portugal	3 673	3 666	3 430
Japon	3 073	3 073	2 903
Autres pays européens	1 922	1 908	2 105
Allemagne	657	645	833
Europe centrale et de l'Est	857	858	662
Canada	601	592	403
Scandinavie	92	92	130
Tunisie	113	113	108
Suisse	95	95	39
Amérique centrale et du Sud	37	37	35
Asie du Sud-Est	6	6	5
Autres <sup>(1)</sup>	1 412	1 866	1 758
<b>TOTAL</b>	<b>81 972</b>	<b>82 156</b>	<b>76 806</b>

(1) Inclut les entités supranationales, l'Australie.

Au 30 juin 2021 les expositions demeurent majoritairement concentrées sur le secteur public local (39%) et les souverains (34 %), compte tenu de l'activité historique de Dexia Crédit Local. Le portefeuille secteur public local affiche une baisse de 9 %, principalement due aux cessions d'actifs. Le portefeuille souverain est en recul de 6 %, notamment en raison de la baisse des dépôts auprès de la Banque de France. Par ailleurs, l'exposition aux établissements financiers s'élève à EUR 6,1 milliards, principalement composée de « repos » et obligations.

RÉPARTITION PAR TYPE DE CONTREPARTIE			
<i>(en millions d'EUR)</i>	31/12/2020		30/06/2021
	EAD IFRS	EAD COREP	EAD COREP
Secteur public local	33 237	33 165	30 039
Souverains	27 900	27 797	26 143
Établissements financiers	6 227	6 193	6 114
Financements de projets	6 456	6 321	5 963
Entreprises	5 558	5 553	5 452
Rehausseurs de crédit	1 317	1 317	1 274
ABS/MBS	1 278	1 207	1 215
Particuliers, PME, indépendants	0	604	606
<b>TOTAL</b>	<b>81 972</b>	<b>82 156</b>	<b>76 806</b>

La qualité moyenne de crédit du portefeuille de Dexia Crédit Local reste élevée, avec 91 % des expositions notées *Investment Grade* au 30 juin 2021.

RÉPARTITION PAR NOTATION (SYSTÈME DE NOTATION INTERNE)			
	31/12/2020		30/06/2021
	EAD IFRS	EAD COREP	EAD COREP
AAA	19,3 %	19,3 %	19,2 %
AA	6,2 %	6,2 %	5,6 %
A	24,4 %	24,3 %	23,0 %
BBB	42,1 %	41,9 %	43,5 %
Non Investment Grade	7,3 %	7,2 %	7,5 %
D	0,6 %	0,5 %	0,6 %
Pas de notation	0 %	0,7 %	0,7 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

**EXPOSITION SECTORIELLE SUR CERTAINS PAYS (EAD COREP AU 30 JUIN 2021)**

(en millions d'EUR)	Total	Dont secteur public local	Dont financements de projets et entreprises	Dont établissements financiers	Dont ABS/MBS	Dont expositions souveraines	Dont rehausseurs de crédit
France	19 710	4 714	1 891	1 608	0	10 921	575
Royaume-Uni	18 292	8 930	6 108	1 499	1 213	0	541
Italie	17 815	8 152	83	123	0	9 457	0
Etats-Unis	4 332	1 790	1 099	917	2	367	158
Espagne	4 246	2 810	836	226	0	374	0
Portugal	3 430	543	32	0	0	2 854	0
Japon	2 903	2 654	0	248	0	0	0
Tunisie	108	0	0	0	0	108	0

**EXPOSITION SECTORIELLE PAR NOTATION (EAD COREP AU 30 JUIN 2021)**

(en millions d'EUR)	Total	AAA	AA	A	BBB	NIG <sup>(1)</sup>	D	Pas de notation
Secteur public local	30 039	1 905	2 984	9 096	11 270	4 581	170	32
Souverains	26 143	12 739	0	985	12 310	108	0	0
Etablissements financiers	6 114	0	105	4 563	1 427	2	0	17
Financements de projets	5 963	0	17	754	3 936	973	283	0
Entreprises	5 452	0	0	1 138	4 268	43	2	1
Rehausseurs de crédit	1 274	0	0	1 116	158	0	0	0
ABS/MBS	1 215	0	1 186	2	0	27	0	0
Particuliers, PME, indépendants	606	91	0	0	14	0	0	500
<b>TOTAL</b>	<b>76 806</b>	<b>14 735</b>	<b>4 292</b>	<b>17 654</b>	<b>33 384</b>	<b>5 734</b>	<b>455</b>	<b>551</b>

(1) Non Investment Grade.

Une attention particulière est portée aux pays et secteurs repris dans les tableaux ci-dessus en raison des montants d'exposition importants ou d'une situation représentant un risque potentiel. Les principales évolutions et faits marquants pour ces secteurs et pays au premier semestre 2021 sont commentés dans les paragraphes ci-après.

Les incertitudes liées à la pandémie de Covid-19, son ampleur et sa durée sont susceptibles d'engendrer des détériorations de la qualité de crédit des contreparties auxquelles Dexia Crédit Local est exposé. Dexia Crédit Local a mis en œuvre un suivi précis des contreparties les plus fragiles de son portefeuille, en ciblant les contreparties les plus exposées par zone géographique et/ou par secteur d'activité.

**Engagements de Dexia Crédit Local sur les souverains**

Les engagements de Dexia Crédit Local sur les souverains se concentrent essentiellement sur l'Italie, la France, et dans une moindre mesure, sur le Portugal.

À la suite d'une nouvelle vague de Covid-19, l'économie de la zone euro a subi une légère contraction de 0,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Ensuite, l'accélération de la vaccination et l'assouplissement progressif des mesures de confinement au 2<sup>e</sup> trimestre ont permis une reprise de l'économie. Le rebond de la consommation devrait renforcer l'économie dans les mois à venir, avec une croissance attendue de 4,8 % pour 2021, tandis que l'apparition des variants et le spectre d'une 4<sup>e</sup> vague restent des sources d'incertitude.

Dans ce contexte, Les États européens, l'Union européenne et la Banque centrale européenne (BCE) ont prolongé les mesures monétaires et fiscales exceptionnelles déployées en 2020. Le niveau d'endettement public de la plupart des pays devrait encore augmenter cette année en dépit de la hausse attendue des recettes fiscales. Toutefois, les mesures de soutien des banques centrales permettent aux souverains européens de se financer à taux bas, rendant leurs charges d'endettement plus supportables. Ces faibles coûts de financement permettent également une stabilité de la notation pour de nombreux souverains.

## Italie

L'exposition souveraine italienne s'élève à EUR 9,5 milliards au 30 juin 2021. Dexia Crédit Local a confirmé sa notation interne à BBB-/ Outlook Stable, en ligne avec les notations attribuées par les principales agences de notation. Le montant nettement plus élevé de la dette publique de l'Italie ne devrait diminuer que très progressivement en raison de déficits budgétaires encore importants et d'une croissance plutôt timide à plus long terme. Cependant, ces défis sont tempérés par la position extérieure solide de l'Italie, son importante base d'investisseurs nationaux ainsi que par les achats d'obligations en force de la BCE, qui réduisent le fardeau du service de la dette. En outre, les subventions et prêts conditionnels importants accordés à l'Italie par l'Union européenne devraient non seulement améliorer le service de la dette, mais également augmenter le taux de croissance potentiel de l'Italie. Et tandis que le risque politique est toujours présent, l'administration Draghi, axée sur les réformes et bénéficiant d'une large majorité parlementaire, est un encouragement considérable.

## Tunisie

Au 30 juin 2021, l'encours de Dexia Crédit Local sur la Tunisie s'élève à EUR 108 millions, entièrement sur le souverain. La reprise économique tunisienne est tributaire du tourisme et a été impactée par la nouvelle vague de Covid-19 ainsi que de nombreux troubles politiques. Après que des manifestants ont de nouveau envahi les rues pour exiger des changements, le Président a limogé le Premier ministre, suspendu le Parlement et pris le contrôle du pays. Les négociations avec le FMI sont désormais encore plus incertaines. La Tunisie ayant une importante dette extérieure à refinancer, la mise en oeuvre d'un nouvel accord avec le FMI est primordiale pour maintenir un soutien public adéquat et la confiance du marché. En l'absence de réformes fortes, les créanciers publics pourraient exiger une restructuration de la dette privée comme condition d'un soutien supplémentaire.

## Engagements de Dexia Crédit Local sur le secteur public local

Compte tenu de l'activité historique de prêteur aux collectivités locales de Dexia Crédit Local, le secteur public local représente une part significative des encours du groupe, qui sont principalement concentrés dans les pays d'Europe occidentale (Royaume-Uni, Italie, France, Espagne) ainsi qu'au Japon et aux États-Unis.

### Principaux points d'attention

#### ■ France

L'exposition de Dexia Crédit Local au secteur public local français s'élève à EUR 4,7 milliards au 30 juin 2021.

Consécutivement à la crise du Covid-19, les collectivités locales enregistrent une perte de recettes liée à la baisse des recettes tarifaires et à leur fiscalité dépendant de l'activité économique. L'impact subi par chaque niveau de collectivités est hétérogène. Les régions et départements sont les plus touchés. En effet, leurs dépenses ont sensiblement augmenté (dépenses sociales pour les départements et soutien aux entreprises pour les régions) alors que leurs recettes fiscales sont sous pression (fiscalité basée sur la valeur ajoutée, la consommation énergétique (TCPE) ou l'activité immobilière). À moyen terme, une incertitude porte également sur le niveau de dépenses auxquels les départements pourraient faire face compte tenu de leur compétence en matière d'aide sociale (augmentation des dépenses sociales en cas d'augmentation du chômage).

Les communes et groupements de communes sont également impactés par le manque à gagner de recettes tarifaires sur les services qu'ils fournissent. Une hausse des dépenses liées à la gestion de la crise et des politiques mises en place devraient également impacter leurs budgets. L'impact reste toutefois limité et soutenable à ce stade. Un impact plus important est attendu sur les collectivités d'outre-mer en raison de la baisse d'une part importante de leur fiscalité indexée sur les produits importés (Octroi Mer).

Dans l'ensemble, les collectivités locales ont bénéficié d'un soutien fort de l'Etat en vue de limiter les retombées de la crise sanitaire sur leurs finances. Un mécanisme de compensation des pertes tarifaires et fiscales a notamment été mis en place pour soutenir le bloc communal et un mécanisme d'avances remboursables a été établi au profit des départements. Certaines mesures de soutien ont été reconduites en 2021.

Le secteur de la santé a également été durement impacté avec des activités à l'arrêt pour les uns et la gestion de crise pour les autres. Il bénéficie cependant d'un soutien fort de l'État qui devrait en partie compenser leurs pertes grâce à des mécanismes de maintien de recettes.

## ■ Royaume-Uni

Au 30 juin 2021, Dexia Crédit Local a une exposition de EUR 8,9 milliards sur le secteur public local britannique, essentiellement des collectivités locales, du logement social et des *Utilities* (eau, transmission et distribution de gaz et d'électricité). Ces expositions sont notées pour 99% dans la catégorie *Investment Grade* et Dexia Crédit Local n'anticipe pas d'impact négatif majeur sur leur qualité de crédit à court terme à la suite de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ou de la pandémie de Covid-19.

## ■ Italie

L'exposition de Dexia Crédit Local au secteur public italien s'élève à EUR 8,2 milliards au 30 juin 2021, dont l'essentiel porte sur des Régions (59 %) et sur des municipalités (36 %). Dexia Crédit Local bénéficie sur ces expositions de garanties prévues par la loi (*delegazione di pagamento ou iscrizione in bilancio*).

La situation causée par l'urgence épidémiologique due à la pandémie de Covid-19 a nécessité un soutien financier considérable aux autorités locales, compte tenu de la perte de recettes (taxes sur les immatriculations, impôt sur le revenu, ...). Ces ressources ont été octroyées par le gouvernement italien principalement via deux décrets. Des fonds de soutien ont été mis en place afin d'aider le secteur public local à compenser tout ou partie des baisses de recettes. Les principaux sont :

- Le fonds pour l'exercice des fonctions fondamentales des autorités locales (EUR 3,5 milliards) ;
- Le fonds pour l'exercice des fonctions de santé, d'assistance et d'éducation des régions (EUR 4,3 milliards) ;
- Le fonds pour les transports publics locaux (EUR 0,9 milliards) ; et enfin
- Le fonds pour le paiement des anciennes factures aux fournisseurs (EUR 12 milliards).

Les mesures mises en place semblent avoir été efficaces puisque les recettes des municipalités, des provinces (y compris les villes métropolitaines) et des régions ont enregistré en 2020 des progressions de respectivement +4 %, +10 % et + 8 % par rapport aux données de 2019.

## ■ Espagne

Dexia Crédit Local a un encours élevé de EUR 1,3 milliard sur la Catalogne et ses entités liées. La Catalogne est l'une des principales régions espagnoles et un centre d'attractivité économique important pour l'Espagne mais sa situation financière reste tendue. Elle bénéficie par conséquent d'un soutien affirmé de la part de l'État. Aucun incident de paiement sur la Catalogne ou les autres régions espagnoles par ailleurs, auxquelles Dexia Crédit Local est exposé n'a été enregistré au 30 juin 2021.

Le soutien de l'État espagnol aux régions et communes continue de s'exercer à travers la reconduction de plusieurs fonds de soutien financier. Ainsi, en 2020, EUR 35,8 milliards ont été versés aux régions, notamment via le Fonds de Liquidité pour les Régions (FLA). En 2021, une enveloppe de EUR 12 milliards a déjà été accordée pour le premier semestre. En contrepartie de ces aides, le contrôle de l'État sur les finances régionales ou locales est renforcé. Certaines régions, dont les régions de Madrid, Castille-Leon, Valence, Pays basque et Navarre, ont reçu des accords de l'État pour se financer à court et long terme sur les marchés.

Les recettes publiques ont diminué de 5 % mais se sont comportées mieux que prévu grâce aux mesures approuvées par le gouvernement. L'administration centrale assume la majeure partie du coût de la pandémie, principalement à travers l'augmentation de EUR 42 milliards des transferts aux communautés autonomes et à la sécurité sociale.

En 2020, les communautés autonomes ont reçu le plus haut niveau de financement de l'État de leur histoire et leurs recettes publiques ont augmenté de 9,4 %, ce qui leur a permis d'améliorer leur équilibre budgétaire. Leur déficit est dès lors tombé à EUR 2,3 milliards, soit 0,21 % du PIB.

Quant aux villes et aux provinces en difficulté face à la crise, elles ont enregistré un excédent de EUR 2,9 milliards, ce qui représente 0,26 % du PIB.

## ■ États-Unis

La majorité des expositions du secteur public local aux États-Unis porte sur des États (66 %) et sur des collectivités locales (17,5 %). À l'instar du marché public local américain, le portefeuille de Dexia Crédit Local est de bonne qualité et est généralement assuré par des rehausseurs de crédit.

Les principaux risques touchant le secteur sont les risques à moyen et long terme relatifs à l'augmentation des dettes de pension, avec une capacité de réforme plus ou moins importante en fonction du cadre législatif de chaque État et à la possible subordination des prêteurs obligataires vis-à-vis des bénéficiaires des régimes de pension.

Au 30 juin 2021, Dexia Crédit Local a une exposition de EUR 1 milliard sur l'État de l'Illinois. La situation financière de l'État s'est sensiblement améliorée depuis le début de l'année 2021, grâce à une aide fédérale substantielle et à des performances économiques meilleures que prévu. Ceci a entraîné une baisse importante du stock de factures impayées et une accélération du remboursement du prêt octroyé par la FED dans le cadre de la *Municipal Liquidity Facility*. Ces évolutions positives ont déclenché des relèvements de notation et de perspectives par les agences de notation. Toutefois, les engagements nets élevés au titre des retraites continueront de peser lourdement sur le budget de l'État à moyen et long terme.

## Engagements de Dexia Crédit Local sur le financement de projets et les entreprises

Le portefeuille de financements de projets et prêts aux entreprises s'élève à EUR 11,4 milliards au 30 juin 2021. Ce portefeuille s'est contracté d'une part du fait de l'amortissement naturel et de certains remboursements anticipés et, d'autre part, à la suite de l'exécution du programme de cessions d'actifs de Dexia Crédit Local.

Ce portefeuille est composé pour 53 % de financements de projets<sup>(1)</sup>, le solde étant constitué de financements aux grandes entreprises, tels que des financements d'acquisition, des transactions commerciales ou des obligations d'entreprises.

Le portefeuille est de bonne qualité : 99,7 % des financements de projets et 99,1 % des financements aux grandes entreprises sont notés *Investment Grade*.

En termes de répartition géographique, le Royaume-Uni représente 54 % du portefeuille financements de projets (PPP) et grandes entreprises (*utilities*). 96 % de cette exposition est notée *Investment Grade*. À ce stade, il n'a pas été constaté d'impact négatif significatif lié au Brexit et il n'est pas anticipé qu'il y en ait à court terme.

Le secteur des financements de projets et des financements aux grandes entreprises fait partie des secteurs dont l'activité a été fortement impactée par la pandémie de Covid-19. Compte tenu des sécurités et réserves de liquidité incluses dans les financements de projets, les impacts de la crise sont supportables à court terme. L'impact final dépendra de la durée de la crise et des conditions de reprise. Après analyse du portefeuille, les principaux secteurs impactés sur lesquels Dexia Crédit Local a une présence notable sont :

- le secteur Aéroportuaire (exposition de EUR 312 millions). Le secteur est très fortement impacté mais les contreparties de Dexia Crédit Local semblent être en mesure de faire face à court terme à la réduction de leur activité. Une partie de ces expositions bénéficie par ailleurs de la garantie d'un rehausseur de crédit.
- le secteur des infrastructures de transports supportant un risque de trafic (hors aéroports) sur lequel Dexia Crédit Local présente une exposition de EUR 1,8 milliard, principalement en Europe. Ces contreparties bénéficient généralement de comptes de réserve permettant de couvrir une échéance semestrielle, ce qui leur permet d'assumer

la très forte baisse de trafic constatée durant les mois de confinement. Les premiers éléments disponibles concernant le trafic font état d'une reprise satisfaisante à l'issue du confinement.

- le secteur du gaz et du pétrole sur lequel Dexia Crédit Local présente une exposition de EUR 44,6 millions, concentrée sur le secteur du gaz naturel liquéfié.

## Engagements de Dexia Crédit Local sur les ABS

Au 30 juin 2021, le portefeuille d'ABS de Dexia Crédit Local s'élève à EUR 1,3 milliard. 100 % du portefeuille est noté *Investment Grade*, contre 98 % à fin décembre 2020.

## Engagements de Dexia Crédit Local sur les rehausseurs de crédit

Dexia Crédit Local est indirectement exposé aux rehausseurs de crédit sous forme de garanties financières assurant le paiement ponctuel du principal et des intérêts dus sur certaines obligations et emprunts. Les réclamations effectives à l'égard des rehausseurs de crédit ne deviennent exigibles que si des défauts réels se produisent dans les actifs sous-jacents. Les obligations assurées de Dexia Crédit Local bénéficient de valeurs de négociation renforcées et, dans certains cas, d'un allègement de capital en raison des rehaussements de crédit fournis.

Au 30 juin 2021, le montant des expositions de Dexia Crédit Local assurées par des rehausseurs de crédit s'élève à EUR 1,2 milliard dont 98 % des expositions sont assurées par des rehausseurs de crédit notés *Investment Grade* par au moins une agence de notation externe. À l'exception d'une contrepartie, tous les rehausseurs de crédit continuent à honorer leurs engagements initiaux.

## Engagements de Dexia Crédit Local sur les établissements financiers

Les engagements de Dexia Crédit Local sur les établissements financiers s'élèvent à EUR 5,9 milliards au 30 juin 2021.

Les banques européennes ont bien absorbé le premier choc économique de la pandémie de Covid-19. Les réformes réglementaires mises en place à la suite des crises financières de 2008 et 2011 ont permis aux banques d'aborder cette crise avec des positions de capital beaucoup plus solides. Par ailleurs, les mesures de soutien sans précédent rapide-

(1) Transactions sans recours sur leurs sponsors dont le remboursement se fait uniquement sur la base de leurs cash-flows propres et fortement sécurisées au profit de la banque, par exemple via des sûretés sur les actifs et les contrats ou une limitation des dividendes.

ment octroyées par les superviseurs, notamment le relâchement des coussins de fonds propres, ont permis aux banques d'absorber les pertes et de continuer à prêter à l'économie réelle.

Les retombées de la pandémie sont encore loin d'être pleinement reflétées dans les indicateurs financiers. Les incertitudes entourant le risque de crédit commencent à se dissiper et des signes d'augmentation du risque de crédit deviennent apparents. Les banques ont cependant constitué d'importantes provisions en 2020 en anticipation de taux de défaut plus élevés.

Par ailleurs, la plupart des prêts faisant l'objet de moratoires ont repris des échéanciers de paiement réguliers avec moins de difficultés que prévu même si leur qualité s'est détériorée.

## Dépréciations sur risque de contrepartie – Qualité des actifs

Au 30 juin 2021, les actifs dépréciés s'inscrivent en baisse, passant de EUR 556 millions au 31 décembre 2020, à EUR 503 millions au 30 juin 2021. Les provisions spécifiques s'établissent à EUR 113 millions, en baisse de EUR 20 millions par rapport au 31 décembre 2020. Cette baisse s'explique notamment par le remboursement anticipé total ou partiel d'expositions, notamment en Grèce et au Royaume-Uni.

Ainsi, le ratio de couverture s'établit à 22,5 % au 30 juin 2021, contre 24,0 % au 31 décembre 2020.

QUALITÉ DES ACTIFS		
(en millions d'EUR)	31/12/2020	30/06/2021
Actifs dépréciés <sup>(1)</sup>	556	503
Provisions spécifiques <sup>(2)</sup>	133	113
dont		
phase 3	123	110
POCI	10	3
Ratio de couverture <sup>(3)</sup>	24,0%	22,5%
Provisions collectives	320	296
dont		
phase 1	21	24
phase 2	299	272

(1) Encours : calculé sur le périmètre provisionnable IFRS 9 (juste valeur par capitaux propres + coût amorti + hors bilan).

(2) Provisions : en cohérence avec la partie du portefeuille prise en compte dans le calcul de l'encours, incluant les montants de provisions sur les encours POCI (Purchased or Originated Credit Impaired).

(3) Rapport entre les provisions spécifiques et les actifs dépréciés.

Au 30 juin 2021, les provisions collectives s'élèvent à EUR 296 millions, dont EUR 24 millions de provisions phase 1 et EUR 272 millions de provisions phase 2.

La baisse de EUR 24 millions du montant des provisions collectives constatée sur le 1<sup>er</sup> semestre 2021 est le résultat de l'impact favorable de la mise à jour des paramètres de calcul liés à l'évolution du portefeuille (changements de notation, cessions, amortissement naturel) et de la mise à jour des scénarios macro-économiques utilisés pour déterminer les probabilités de défaut (*Probability of Default* – PD) et les pertes en cas de défaut (*Loss Given Default* – LGD) prises en compte pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre de IFRS 9. Cette baisse est toutefois partiellement compensée par une hausse de provisions induite par la revue de modèles dans le cadre des exercices de backtest.

## RISQUE DE MARCHÉ

Pour la description méthodologique du cadre de gestion du risque de marché, se référer au Rapport annuel 2020 – Mesure du risque.

### Value at Risk

Fin juin 2021, la consommation totale en VaR des portefeuilles de trading s'élève à EUR 1 million contre EUR 1,1 million fin 2020.

### Sensibilité du portefeuille bancaire à l'évolution des marges de crédit

Le portefeuille classé à la juste valeur par capitaux propres se compose de titres et de prêts et présente une sensibilité à une augmentation des marges de crédit en forte diminution grâce aux ventes réalisées dans le cadre du *Remedial Deleveraging Plan*. Elle s'élève à EUR -1,7 million au 30 juin 2021 contre EUR -2,2 millions au 31 décembre 2020. Par ailleurs, le portefeuille classé à la juste valeur par résultat, également composé de titres et de prêts, présente une sensibilité à une augmentation des marges de crédit de EUR -1.4 million au 30 juin 2021 contre EUR -2,1 millions au 31 décembre 2020. Parmi ces actifs à la juste valeur par résultat, ceux ne répondant pas au critère SPPI présentent une sensibilité stable sur le premier semestre 2021 à EUR -1 million par point de base.

## RISQUE DE TRANSFORMATION

La politique de gestion de Dexia Crédit Local en matière de risque actif-passif (ALM) vise à réduire au maximum le risque de liquidité et à limiter l'exposition du portefeuille bancaire au risque de taux et de change.

### Encadrement du risque de taux et de change

Pour la description méthodologique du cadre de gestion du risque de taux et de change se référer au Rapport annuel 2020.

La sensibilité de l'ALM long terme s'élève à EUR -48,3 millions au 30 juin 2021 contre EUR -14,3 millions au 31 décembre 2020.

L'évolution s'explique par la volonté de couvrir la sensibilité de la marge nette d'intérêt en investissant sur des expositions à taux fixe, ce qui ouvre une sensibilité sur la valeur économique. Celle-ci reste toutefois très éloignée des limites (EUR +/- 130 millions).

### Encadrement du risque de liquidité

Pour la description méthodologique du cadre de gestion du risque de liquidité se référer au Rapport annuel 2020.

Au 30 juin 2021, le groupe Dexia (consolidé) et Dexia Crédit Local (statutaire) affichent un ratio LCR de respectivement 245 % et 250 %, largement supérieur au minimum requis de 100 %<sup>(1)</sup>.

À la même date, les ratios de financement net stable (NFSR) sont également en ligne avec ces exigences et s'élèvent à 172% pour le groupe Dexia (consolidé) et à 160 % pour Dexia Crédit Local (statutaire).

## RISQUE OPÉRATIONNEL ET SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

La gestion du risque opérationnel est identifiée comme l'un des piliers de la stratégie de Dexia Crédit Local, dans le contexte de sa résolution ordonnée. Le dispositif de gestion du risque opérationnel repose sur l'approche standard prévue par le cadre réglementaire bâlois.

Au premier semestre 2021, sur l'ensemble des incidents opérationnels déclarés, il n'a pas été constaté d'impact financier majeur. Des impacts non financiers ont néanmoins été mesurés, en particulier des pertes de jours hommes liées à un nombre limité d'incidents de connectivité au système d'information.

À la suite de la migration effective de l'ensemble des serveurs vers la nouvelle plateforme IT chez Cognizant fin 2019, la stabilisation de l'environnement IT est désormais validée, comme l'illustrent les bons résultats de performance (KPIs) obtenus sur les activités informatiques.

Ainsi, dès mars 2020, les collaborateurs de Dexia Crédit Local ont très rapidement pu basculer vers une situation de télétravail à 100 % et assurer la continuité opérationnelle de l'ensemble des activités de gestion bancaire, dans le contexte de crise liée à la pandémie Covid-19. Au 1<sup>er</sup> semestre 2021, Dexia a maintenu son dispositif de gestion de crise tout en l'adaptant au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire. Ce dispositif privilégie le télétravail mais prévoit également des activités en présentiel.

Le groupe Dexia Crédit Local poursuit en 2021 l'adaptation de sa structure et de ses processus opérationnels à son mandat de résolution ordonnée. Cette résolution est par nature propice au développement de risques opérationnels, notamment du fait d'éléments tels que le départ de personnes-clés, une éventuelle démotivation des collaborateurs ou la mise en œuvre de projets de transformation dont certains impactent la continuité opérationnelle et nécessitent un suivi attentif du fait de risques d'exécution importants.

L'impact potentiel des principaux risques, notamment relatifs aux systèmes d'information, aux ressources humaines et à l'externalisation, est évalué dans des conditions de stress via des « scénarios experts » élaborés sur une base annuelle dans le cadre de l'ICAAP. Par ailleurs, un rapport est établi trimestriellement pour suivre les risques associés aux projets stratégiques en matière de continuité des activités et s'assurer que des actions de correction sont mises en œuvre pour réduire les risques les plus importants.

Enfin, les risques psychosociaux font l'objet d'un suivi attentif, accompagné d'actions de prévention et d'accompagnement.

(1) L'ACPR a confirmé à Dexia Crédit Local, fin 2019, que le ratio de liquidité à court terme LCR et le ratio de financement net stable (NFSR) n'étaient plus attendus au niveau du palier de consolidation de Dexia Crédit Local. En conséquence, Dexia ne produit plus ces ratios à ce palier de consolidation mais continue de les calculer au niveau consolidé pour le groupe Dexia et au niveau de l'entité Dexia Crédit Local (statutaire).

## STRESS TESTS

Dexia Crédit Local réalise de multiples exercices d'analyse de scénario et de stress tests dans une approche transversale et intégrée au processus de gestion des risques groupe Dexia. Ils ont pour objectif d'identifier les possibles vulnérabilités et d'estimer simultanément, en situation de choc adverse, des pertes additionnelles, une possible hausse des actifs pondérés des risques, des besoins additionnels de liquidité ou d'exigences en fonds propres.

Ces exercices utilisés à des fins de pilotage interne permettent également d'assurer le respect des exigences réglementaires en la matière, notamment celles relatives aux stress tests, au Pilier 2 et aux processus ICAAP et ILAAP définis par la BCE<sup>(1)</sup>.

Ainsi, un programme complet de tests de résistance suivant les réglementations idoines est mis en œuvre pour garantir une articulation cohérente entre les différents types de stress (notamment marché, crédit, liquidité et les stress requis dans le cadre du Pilier 2). Les principaux stress réalisés au premier semestre 2021 portent notamment sur :

- Des stress tests de crédit spécifiques pour les principales classes d'actifs. Les expositions de crédit par classe d'actifs ont fait l'objet de tests annuels de sensibilité, de scénarios macro-économiques, historiques, de concentration et d'expert. Les impacts sur le coût du risque et les actifs pondérés des risques sont analysés. Les résultats des scénarios de stress sont mis en contraste avec les résultats de l'approche *Value at Risk* (VaR) sur le risque de crédit. Des analyses spécifiques de la sensibilité aux risques environnementaux ont été réalisées.
- Des stress tests de marché (mettant en évidence des événements potentiels en dehors du cadre probabiliste des techniques de mesure de la VaR). Ils ont été divisés en tests de facteurs de risque uniques, tests de scénarios historiques et tests de scénarios hypothétiques.
- Des tests de résistance liés au risque de taux d'intérêt structurel permettant de mesurer l'impact potentiel sur les fonds propres de Dexia Crédit Local d'une variation soudaine et inattendue des taux d'intérêt, répondant ainsi aux attentes réglementaires.
- Des stress tests de liquidité permettant d'estimer les besoins de liquidité supplémentaires dans des scénarios exceptionnels mais plausibles à multiples horizons de temps.

- Des stress tests de risque opérationnel basés sur l'analyse de la fréquence et de la sévérité des incidents opérationnels, complétés par des analyses de « scénarios experts » couvrant les risques liés à l'informatique, aux ressources humaines et à l'externalisation. Ces différentes catégories de risques sont pilotées dans le cadre du dispositif d'appétit au risque (*Risk Appetite Framework – RAF*).

Un ensemble de stress tests spécifiques (analyse de sensibilité, analyse par scénarios), reposant sur des scénarios macro-économiques simulant des situations de crise et sur des scénarios experts. Dans le contexte spécifique de la crise sanitaire Covid-19, des scénarios spécifiques ont été appliqués. Ces stress tests prennent en compte, entre autres, le scénario macro-économique sévère tel que publié par la Banque centrale européenne et les banques nationales dans le contexte de la pandémie. En lien avec les exigences du Pilier 2 et les exigences de mesures d'adéquation de capital, ces stress tests s'articulent avec les processus ICAAP et ILAAP. Le scénario défavorable ABE 2021 a été évalué en tant que benchmark dans le cadre de l'ICAAP.

Pour les stress ICAAP et ILAAP, Dexia Crédit Local réalise à fréquence régulière une revue complète de ses vulnérabilités pour couvrir tous les risques matériels, liés à son modèle de gestion dans des conditions macro-économiques et financières stressées. Cette revue documentée par les processus ICAAP/ILAAP s'applique et complète le processus de planification financière.

En complément, des reverse stress tests sont également conduits. Le dossier ICAAP et ILAAP fait l'objet d'une revue indépendante par les départements de la Validation interne et de l'Audit interne.

Des simulations de crise et autres stress aux fins de l'ICAAP et de l'ILAAP sont effectués plusieurs fois par an et couvrent à la fois le point de vue réglementaire et le point de vue économique. Conformément aux exigences réglementaires, l'exercice annuel réalisé en avril 2021 (basé sur les chiffres à fin 2020) a été transmis au « *Joint Team* » (BNB et ACPR). Ces tests font partie intégrante du RAF et sont incorporés à la définition et à la revue de la stratégie globale. Le lien entre la tolérance aux risques, les adaptations du plan stratégique de résolution et les stress tests ICAAP et ILAAP est garanti par des indicateurs spécifiques de consommation de capital du RAF.

(1) En ligne avec les recommandations de l'Autorité bancaire européenne (*European Banking Authority – EBA*) publiées en juillet 2018 – *Guidelines on the revised common procedures and methodologies for the Supervisory review adequacy assessment process (ICAAP) et ECB Guide to the internal liquidity adequacy assessment process (ILAAP)*.

## NOTATIONS

NOTATIONS AU 30 JUIN 2021			
	Long terme	Perspective	Court terme
<b>DEXIA CRÉDIT LOCAL</b>			
Fitch	BBB+	Stable	F1
Moody's	Baa3	Stable	P-3
<i>Moody's - Counterparty Risk (CR) Assessment</i>	Baa3(cr)		P-3(cr)
Standard & Poor's	BBB	Stable	A-2
<b>DEXIA CRÉDIT LOCAL (DETTE GARANTIE)</b>			
Fitch	AA-	-	F1+
Moody's	Aa3	Stable	P-1
Standard & Poor's	AA	-	A-1+

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

<b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS</b>	<b>19</b>
BILAN CONSOLIDÉ	20
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	21
ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS	
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	22
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	23
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE	25
Note I. Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés résumés – Évolutions du périmètre de consolidation – Éléments significatifs repris dans le compte de résultat – Autres éléments significatifs du semestre – Événements postérieurs à la clôture	26
Note II. Analyse par segment	36
Note III. Taux de change	36
Note IV. Juste valeur	36
Note V. Transactions avec des parties liées	45
Note VI. Encours des instruments financiers impactés par la réforme des indices	45
Note VII. Impact du reclassement des produits et charges d'intérêts sur les instruments dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat	45

BILAN CONSOLIDÉ			
<b>ACTIF</b> <i>(en millions d'EUR)</i>	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Caisse et banques centrales	5 738	9 866	9 032
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	17 404	12 950	10 238
Instruments dérivés de couverture	1 240	1 263	808
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 097	3 369	2 798
Titres au coût amorti	39 661	37 075	35 574
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	23 009	21 498	18 090
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	28 452	26 895	24 501
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	452	426	326
Actifs d'impôts courants	13	31	30
Actifs d'impôts différés	20	0	0
Comptes de régularisation et actifs divers	106	98	205
Immobilisations corporelles	34	31	23
Immobilisations incorporelles	26	21	14
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>120 252</b>	<b>113 523</b>	<b>101 639</b>
<b>PASSIF</b>			
<i>(en millions d'EUR)</i>	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	16 444	12 525	10 958
Instruments dérivés de couverture	21 439	20 548	16 976
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12 517	10 050	8 146
Dettes envers la clientèle	2 690	6 824	7 813
Dettes représentées par un titre	61 268	57 360	51 656
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6	5	1
Passifs d'impôts courants	1	1	1
Passifs d'impôts différés	33	30	81
Comptes de régularisation et passifs divers	394	360	286
Provisions	116	109	67
Dettes subordonnées	19	19	20
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>114 927</b>	<b>107 831</b>	<b>96 005</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>5 325</b>	<b>5 692</b>	<b>5 634</b>
Capitaux propres, part du groupe	5 322	5 692	5 634
Capital et réserves liées	2 465	2 465	2 465
Réserves consolidées	4 241	4 244	3 688
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(643)	(460)	(315)
Résultat de l'exercice	(741)	(557)	(204)
Intérêts minoritaires	3	0	0
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>120 252</b>	<b>113 523</b>	<b>101 639</b>

Les notes de la page 26 à 45 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ		
(en millions d'EUR)	30/06/2020 <sup>(1)</sup>	30/06/2021
Intérêts et produits assimilés	1 525	1 201
Intérêts et charges assimilées	(1 509)	(1 179)
Commissions (produits)	3	3
Commissions (charges)	(8)	(8)
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	(384)	(73)
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	(58)	(26)
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	(7)	16
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	(104)	0
Produits des autres activités	2	46
Charges des autres activités	(3)	(18)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>(543)</b>	<b>(38)</b>
Charges générales d'exploitation	(186)	(153)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(20)	(8)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>(749)</b>	<b>(199)</b>
Coût du risque de crédit	(95)	47
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(844)</b>	<b>(152)</b>
Gains ou pertes nets sur autres actifs	104	0
<b>RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS</b>	<b>(740)</b>	<b>(152)</b>
Impôts sur les bénéfices	(2)	(52)
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>(742)</b>	<b>(204)</b>
Intérêts minoritaires	(1)	0
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>(741)</b>	<b>(204)</b>

(1) Les chiffres au 30/06/2020 ont été revus. Les intérêts des instruments de dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat (hors dérivés de couverture économique qui sont détenus à des fins de gestion de risques mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée) sont désormais comptabilisés sur la ligne Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat en non plus en Intérêts et produits assimilés et en Intérêts et charges assimilées. Voir également note 1.3 Changement de présentation des états financiers consolidés résumés de Dexia Crédit Local et note VII. Impact du reclassement des produits et charges d'intérêts sur les instruments dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat.

Les notes de la page 26 à 45 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES						
(en millions d'EUR)	30/06/2020			30/06/2021		
	Montant brut	Impôts	Montant net	Montant brut	Impôts	Montant net
<b>RÉSULTAT NET</b>			<b>(742)</b>			<b>(204)</b>
<b>Éléments recyclables en résultat net :</b>						
- Écarts de conversion	(103)		(103)			
- Réévaluation des instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(50)		(50)	48		48
- Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	(105)		(105)	98		98
<b>Éléments non recyclables en résultat net :</b>						
- Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	2		2	2		2
- Réévaluation directement en capitaux propres du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	6	(1)	5	(3)	1	(2)
- Transfert en réserves consolidées de montants du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat, suite à leur décomptabilisation	(5)	1	(4)			
- Réévaluation directement en capitaux propres des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	1		1	(2)		(2)
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>(254)</b>	<b>0</b>	<b>(254)</b>	<b>143</b>	<b>1</b>	<b>145</b>
<b>RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>			<b>(996)</b>			<b>(59)</b>
Dont part du groupe			(995)			(59)
Dont part des minoritaires			(1)			

Les notes de la page 26 à 45 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires		Total capitaux propres consolidés	
	Capital	Réserves liées au capital	Total		Variation de juste valeur des instruments de dettes mesurés à la juste valeur par capitaux propres, nette d'impôt	Variation de juste valeur des instruments de capital mesurés à la juste valeur par capitaux propres, nette d'impôt	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie, nette d'impôt	Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	Variation de juste valeur des dettes désignées à la juste valeur par le résultat, attribuable au risque de crédit propre, nette d'impôt	Écarts de conversion	Total			Capital et réserves liées	Gains ou pertes latents ou différés		Total
<i>(en millions d'EUR)</i>																	
<b>AU 31/12/2019</b>	<b>279</b>	<b>2 186</b>	<b>2 465</b>	<b>5 020</b>	<b>(134)</b>	<b>1</b>	<b>(432)</b>	<b>(8)</b>	<b>35</b>	<b>148</b>	<b>(390)</b>	<b>(784)</b>	<b>6 311</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>6 315</b>
<i>Mouvements de la période</i>																	
- Affectation du résultat 2019				(784)								784	0			0	0
<b>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>				<b>(784)</b>								<b>784</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
- Écarts de conversion										(103)	(103)		(103)			0	(103)
- Transfert en réserves du risque de crédit propre lié à des dettes financières à la juste valeur remboursées				5					(5)		(5)		0			0	0
- Variation de la juste valeur des actifs financiers mesurés à la juste valeur affectant les capitaux propres					25	1					26		26				26
- Montants reclassés en compte de résultat en raison de la vente ou de la dépréciation des actifs financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres					17						17		17			0	17
- Reclassement d'actifs financiers au coût amorti vers actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (changement de modèle économique)					(92)						(92)		(92)			0	(92)
- Gains et pertes de la période des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie							(108)				(108)		(108)			0	(108)
- Montants de gains et pertes sur instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie reclassés en compte de résultat							3				3		3			0	3
- Variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit propre des dettes désignées à la juste valeur par résultat									6		6		6			0	6
- Variation des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies affectant les fonds propres								2			2		2			0	2
<b>Sous-total variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>				<b>5</b>	<b>(50)</b>	<b>1</b>	<b>(105)</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>(103)</b>	<b>(254)</b>		<b>(249)</b>			<b>0</b>	<b>(249)</b>
Résultat net de la période												(741)	(741)	(1)		(1)	(742)
<b>AU 30/06/2020</b>	<b>279</b>	<b>2 186</b>	<b>2 465</b>	<b>4 241</b>	<b>(185)</b>	<b>2</b>	<b>(537)</b>	<b>(6)</b>	<b>37</b>	<b>45</b>	<b>(643)</b>	<b>(741)</b>	<b>5 322</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>5 325</b>
<b>AU 31/12/2020</b>	<b>279</b>	<b>2 186</b>	<b>2 465</b>	<b>4 244</b>	<b>(141)</b>	<b>1</b>	<b>(385)</b>	<b>(5)</b>	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>(460)</b>	<b>(557)</b>	<b>5 692</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 692</b>
<i>Mouvements de la période</i>																	
- Affectation du résultat 2020				(557)								557	0			0	0
<b>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</b>				<b>(557)</b>								<b>557</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
- Variation de la juste valeur des actifs financiers mesurés à la juste valeur affectant les capitaux propres					24						24		24				24
- Transfert en réserves des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, relatifs à des instruments de capital				2		(2)					(2)		0			0	0
- Montants reclassés en compte de résultat en raison de la vente ou de la dépréciation des actifs financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres					25						25		25			0	25
- Gains et pertes de la période des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie							(3)				(3)		(3)			0	(3)
- Montants de gains et pertes sur instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie reclassés en compte de résultat							101				101		101			0	101
- Variation de la juste valeur attribuable au risque de crédit propre des dettes désignées à la juste valeur par résultat									(2)		(2)		(2)			0	(2)
- Variation des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies affectant les fonds propres								2			2		2			0	2
<b>Sous-total variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>				<b>2</b>	<b>49</b>	<b>(2)</b>	<b>98</b>	<b>2</b>	<b>(2)</b>	<b>0</b>	<b>144</b>		<b>146</b>			<b>0</b>	<b>146</b>
- Résultat net de la période												(204)	(204)			0	(204)
<b>AU 30/06/2021</b>	<b>279</b>	<b>2 186</b>	<b>2 465</b>	<b>3 688</b>	<b>(93)</b>	<b>0</b>	<b>(287)</b>	<b>(3)</b>	<b>31</b>	<b>38</b>	<b>(316)</b>	<b>(204)</b>	<b>5 634</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 634</b>

Les notes de la page 26 à 45 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE NETTE		
(en millions d'EUR)	30/06/2020	30/06/2021
<b>Flux de trésorerie des activités opérationnelles</b>		
Résultat net après taxes	(742)	(204)
<i>Ajustements pour :</i>		
- Corrections de valeur, amortissements et autres dépréciations	20	8
- Dépréciations (reprises de dépréciation) sur obligations, prêts et autres actifs	92	(47)
- Gains ou pertes nets sur investissements <sup>(1)</sup>	(104)	0
- Augmentation nette (diminution nette) des provisions	1	(42)
- Pertes et (profits) non réalisés sur instruments financiers	192	90
- Impôts différés	1	51
Variation des actifs et des dettes opérationnels	(2 397)	684
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>(2 937)</b>	<b>540</b>
<b>Flux de trésorerie des activités d'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations	(2)	(8)
Ventes d'actions non consolidées		6
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(2)</b>	<b>(2)</b>
<b>Flux de trésorerie des activités de financement</b>		
Sortie de trésorerie liée aux dettes de location	(7)	(4)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>(7)</b>	<b>(4)</b>
<b>LIQUIDITÉS NETTES DÉGAGÉES</b>	<b>(2 946)</b>	<b>534</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>9 923</b>	<b>10 519</b>
Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles	(2 937)	540
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(2)	(2)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(7)	(4)
Effet de la variation des taux de change et du périmètre de consolidation sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	70	4
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	<b>7 047</b>	<b>11 057</b>
<b>Information complémentaire</b>		
Impôt payé	0	0
Dividendes reçus	1	0
Intérêts perçus	2 801	2 403
Intérêts payés	(2 969)	(2 390)

(1) Écart de conversion sur la succursale de Dexia Crédit Local à New York recyclé en résultat.

Les notes de la page 26 à 45 font partie intégrante des états financiers consolidés résumés

## NOTE I. RÈGLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION DES COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS – ÉVOLUTIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION – ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS REPRIS DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT – AUTRES ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE – ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

### RÈGLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION DES COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

#### Information générale

Dexia Crédit Local est une société anonyme à conseil d'administration de droit français. Son siège social est situé à La Défense (92913) – Tour CBX La Défense 2 - 1, Passerelle des Reflets.

Les présents états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 7 septembre 2021.

#### Principes comptables

Les principales règles et méthodes comptables adoptées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés sont décrites ci-après.

Les abréviations communément utilisées sont les suivantes :

- IASB : International Accounting Standards Board (conseil des normes comptables internationales)
- IFRS IC : IFRS Interpretations Committee (ex IFRIC) (comité d'interprétation des normes internationales d'information financière)
- IFRS : International Financial Reporting Standards (normes internationales d'information financière)

#### 1. Règles comptables de base

Les états financiers consolidés résumés de Dexia Crédit Local ont été établis en respectant l'ensemble des normes IFRS adoptées par la Commission européenne jusqu'au 30 juin 2021 et applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Les comptes consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2021 ont été établis selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'élaboration des états financiers de l'exercice 2020, à l'exception des éléments présentés dans la section 2. « Changements dans les principes comptables intervenus depuis la dernière publication annuelle, qui peuvent impacter Dexia Crédit Local ».

Pour l'établissement et la présentation de ses comptes intermédiaires, Dexia Crédit Local applique en particulier la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui prévoit la publication d'états financiers résumés et que les évaluations effectuées pour les besoins de l'information intermédiaire soient faites sur une base cumulée depuis le début de la période annuelle jusqu'à la date intermédiaire.

Les états financiers consolidés résumés de Dexia Crédit Local au 30 juin 2021 ont été établis selon les règles comptables applicables en situation de continuité d'exploitation (going concern) conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26. Ceci suppose un certain nombre d'hypothèses constitutives du plan d'affaires sous-jacent à la résolution du groupe ayant fait l'objet d'une décision par la Commission européenne en décembre 2012 et réévaluées sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêt des comptes.

Les principales hypothèses retenues par le management pour la préparation des comptes consolidés résumés au 30 juin 2021 et les zones d'incertitude, renforcées en particulier par la situation liée à la pandémie de Covid-19, sont résumées ci-dessous :

- Le plan d'affaires suppose le maintien de la licence bancaire de Dexia Crédit Local ainsi que le maintien de la notation de Dexia Crédit Local à un niveau équivalent ou supérieur au rang Investment Grade.
- La poursuite de la résolution suppose que Dexia et Dexia Crédit Local conservent une bonne capacité de financement qui repose notamment sur l'appétit des investisseurs pour la dette garantie par les États belge, français et luxembourgeois ainsi que sur la capacité du groupe à collecter des financements sécurisés. La confirmation par la Commission européenne de la prolongation de la garantie de liquidité accordée par les États belge et français au-delà du 31 décembre 2021, pour un montant maximal de EUR 75 milliards, constitue un élément de soutien essentiel à la poursuite de la résolution ordonnée du groupe. Les États français et belge ont ratifié les textes de loi relatifs à cette prolongation, respectivement les 29 décembre 2020 et 27 juin 2021.
- Bien que gérant ces risques de façon très proactive, le groupe Dexia Crédit Local demeure très sensible à l'évolution de l'environnement macro-économique et aux paramètres de marché tels que les taux

de change, les taux d'intérêt ou les marges de crédit. Une évolution défavorable de ces paramètres dans la durée pourrait peser sur la liquidité et le niveau de solvabilité du groupe. Elle pourrait aussi avoir un impact sur la valorisation d'actifs, de passifs financiers ou des dérivés OTC, dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat ou par les fonds propres et sont susceptibles d'entraîner une variation du niveau de capital réglementaire du groupe.

- En particulier, compte tenu des décisions prises par le conseil d'administration en 2019, relatives à la mise en œuvre d'un plan de cession d'actifs pour un total d'environ EUR 13 milliards<sup>(1)</sup>, Dexia Crédit Local est exposé à l'évolution de juste valeur de ces actifs jusqu'à leur cession effective.
- Le groupe est par ailleurs exposé à certains risques opérationnels, propres à l'environnement de résolution dans lequel il opère et qui ont été renforcés par le contexte de travail à distance imposé par la pandémie de Covid-19.
- Enfin, des incertitudes résiduelles liées, par exemple, à de nouvelles évolutions des règles comptables et prudentielles sur la durée de la résolution du groupe pourraient provoquer une modification significative de la trajectoire de résolution initialement anticipée.

Lors de son appréciation de la pertinence de la continuité d'exploitation, la direction a examiné chacune de ces hypothèses et zones d'incertitudes.

- Depuis l'entrée du groupe en résolution ordonnée, Dexia Crédit Local a continuellement réduit son besoin de financement et rallongé la maturité des financements levés, dans une optique de gestion prudente de sa liquidité. L'accélération des ventes d'actifs décidée au cours de l'été 2019 a notamment permis une baisse de EUR 5,6 milliards des besoins de financement du groupe par rapport à fin décembre 2020, confortée par la réduction rapide du besoin de financement en dollar US.
- Par ailleurs, durant le premier semestre 2021, le groupe a maintenu une dynamique d'exécution soutenue de son programme de financement lui permettant notamment de finaliser son programme annuel de refinancement à long terme dès le mois de juillet 2021. Cinq transactions publiques à long terme ont été lancées par Dexia Crédit Local en euro, en livre sterling et en dollar US, pour un montant total de EUR 5 milliards. Ainsi, Dexia Crédit Local a pu maintenir une

réserve de liquidité jugée adéquate avec la restriction de l'accès au financement de la BCE annoncé le 21 juillet 2017<sup>(2)</sup>, cette dernière s'élevant à EUR 16,6 milliards, dont EUR 10,7 milliards sous forme de cash au 30 juin 2021.

- Dans le cadre des revues semestrielles de la trajectoire financière du groupe, et dans le contexte spécifique lié à la pandémie de Covid-19, une mise à jour des projections financières a été présentée au conseil d'administration de Dexia le 29 avril 2021. Elle intègre notamment un scénario macro-économique « central », basé sur le scénario de référence de la BCE publié en décembre 2020. Ce scénario central prend en compte une forte reprise économique après le choc de 2020, entre autres à la suite du déploiement des campagnes de vaccination. Toutefois, Dexia Crédit Local a jugé ce scénario trop favorable puisque l'effet du choc de 2020 sur les défauts est décalé dans le temps par rapport au contexte spécifique de la pandémie de Covid-19 et à l'application des mesures sanitaires et de support économique. Aussi, une approche prudente a été retenue, tenant compte de l'évolution macro-économique depuis le départ de la crise et non pas uniquement à compter de fin 2020.
- La direction a également tenu compte des contraintes et incertitudes de son modèle opérationnel ainsi que des risques liés à la continuité d'exploitation, inhérents au caractère spécifique de banque en résolution de Dexia Crédit Local. Dans le contexte spécifique lié à la pandémie de Covid-19, la direction a notamment pris des mesures appropriées pour atténuer ce risque, en particulier via la mise en place d'une cellule de crise et le déploiement généralisé du télétravail, ce qui a permis d'assurer pleinement la continuité opérationnelle de la banque.

En conséquence, après avoir tenu compte de l'ensemble de ces éléments et incertitudes, la direction de Dexia Crédit Local confirme qu'au 30 juin 2021, ils ne remettent pas en cause les fondamentaux de la résolution ordonnée du groupe ni l'appréciation de l'application de la convention de continuité d'exploitation. Par conséquent, les états financiers consolidés résumés peuvent être préparés selon les règles applicables à la continuité d'exploitation conformément à la norme IAS 1 § 25 et 26.

Les états financiers consolidés résumés sont présentés en millions d'euros (EUR), sauf mention contraire.

(1) Impact sur la réduction de la dette en 2022 du plan validé par le conseil d'administration le 19 juillet 2019.

(2) La BCE a annoncé le 21 juillet 2017 la fin de l'accès à l'Eurosystème pour les structures de liquidation à partir du 31 décembre 2021.

## 2. Changements dans les principes comptables intervenus depuis la dernière publication annuelle, qui peuvent impacter le groupe Dexia Crédit Local

### 2.1. Textes de l'IASB et interprétations IFRIC adoptés par la Commission européenne et appliqués au 1<sup>er</sup> janvier 2021

- **Amendement à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4, IFRS 16** « Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 ». Ces amendements publiés par l'IASB en août 2020 dans le contexte de la réforme des taux d'intérêt complètent ceux publiés en 2019 sur la phase 1. Ils traitent les problématiques comptables après le remplacement des indices de référence par des indices de référence alternatifs telles que :
  - décomptabilisation et modification des actifs et passifs financiers indexés sur les références de taux visées par la réforme et
  - comptabilité de couverture.

De plus, les amendements exigent la présentation des informations supplémentaires sur l'ensemble des actifs et passifs financiers concernés par la réforme des taux (voir note IV), sur les nouveaux risques découlant de cette réforme et sur la gestion de la transition vers des taux de référence alternatifs (voir note I.4. Recours à des estimations et jugements - Réforme des taux de référence (IBOR)).

#### *Décomptabilisation et modification des actifs et passifs financiers*

L'amendement permet de ne pas décomptabiliser ou ajuster la valeur comptable d'un actif ou d'un passif financier au coût amorti ou d'un actif en juste valeur par capitaux propres pour tenir compte des changements dans la base de calcul des flux de trésorerie contractuels, mais plutôt de mettre à jour le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement du taux de référence alternatif dans les futurs produits ou charges d'intérêts. Ces nouvelles dispositions, permettant de ne générer aucun gain ou perte en résultat net, sont applicables dès lors que la modification des taux actuels est requise par la réforme des taux et est réalisée de manière à conserver une équivalence économique entre les anciens flux et les nouveaux. Les changements considérés comme économiquement équivalents par exemple sont :

- le remplacement d'un taux d'intérêt de référence par un taux alternatif (ou par la modification de sa méthode de calcul) moyennant l'ajout d'une marge fixe pour compenser la différence entre le taux actuel et le taux alternatif ;
- la modification du calcul du montant d'intérêts induite par l'utilisation d'un nouveau taux (modalités de révision du taux, nombre de jours entre les dates de paiement des intérêts, etc) ;
- l'ajout d'une clause de substitution (« fallback ») aux modalités contractuelles pour permettre la mise en œuvre des changements ci-dessus.

#### *Comptabilité de couverture*

L'amendement permet de ne pas cesser la comptabilité de couverture en raison uniquement des modifications requises par la réforme, si la couverture répond à d'autres critères de comptabilité de couverture et sous réserve d'amender la documentation pour refléter les changements apportés aux éléments couverts (incluant la description de la part couverte des flux de trésorerie ou de la juste valeur), aux instruments de couverture, au risque couvert, et/ou à la méthode de mesure de l'efficacité lors de la transition vers les nouveaux taux de référence. Pour les couvertures de juste valeur et de flux de trésorerie, les règles de comptabilisation applicables sont maintenues pour la reconnaissance des gains ou pertes issues de la réévaluation de la composante couverte et de l'instrument de couverture prenant en compte les modifications décrites ci-dessus.

Pour les couvertures de juste valeur d'une composante de risque, un taux d'intérêt de référence alternatif peut être utilisé dans la mesure où il est raisonnablement attendu qu'il sera séparément identifiable dans les 24 mois suivant sa première utilisation.

De plus, les nouvelles dispositions traitent les sujets de la couverture de portefeuille et de la réserve OCI pour les couvertures CFH.

#### *Impacts sur les états financiers de Dexia Crédit Local*

Au cours de l'année 2021, Dexia Crédit Local poursuit ses efforts afin d'assurer la transition vers les nouveaux taux d'intérêt de référence et particulièrement en vue de la cessation des indices LIBOR GBP et EONIA prévue respectivement pour le 31 décembre 2021 et le 3 janvier 2022. Ainsi, Dexia Crédit Local prévoit de terminer d'ici la fin de l'année 2021 son travail de mise à jour de ses contrats concernés par ces indices ou de mise en œuvre de dispositions de repli (« fallback ») appropriées.

Sur la base de l'avancement de ses travaux au 30 juin 2021 et en application des amendements à IFRS 9 et IAS 39 sur la réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, Dexia Crédit Local s'attend à ce que la transition de ses contrats vers les indices SONIA et €STR remplaçant respectivement LIBOR GBP et EONIA génère principalement les impacts suivants :

- Concernant la modification des contrats relatifs aux actifs et passifs financiers, les nouvelles dispositions des amendements à IFRS 9 devront permettre de limiter les impacts sur la situation financière de Dexia Crédit Local dans la mesure où les modifications attendues des taux actuels sont requises par la réforme des taux et seront réalisées sur une base économiquement équivalente. Au cours du premier semestre 2021, Dexia Crédit Local n'a procédé à aucune transition vers les nouveaux taux d'intérêt de référence pour ses contrats relatifs aux actifs et passifs financiers non-dérivés.

- Concernant ses relations de couverture de juste valeur, principalement contre le risque relatif au LIBOR GBP, les contrats dérivés concernés doivent être progressivement amendés afin d'incorporer le nouvel indice SONIA. Selon les modalités de transition adoptées par les marchés, ce remplacement sur la branche variable des dérivés devrait se faire moyennant l'ajout d'une marge fixe pour compenser la différence de base entre le taux actuel LIBOR GBP et le taux alternatif SONIA et ne devrait générer aucun impact sur la juste valeur des dérivés. La redéfinition du risque couvert (contre SONIA) et de la nouvelle part couverte sera documentée de manière concomitante à ce changement lié aux dérivés. Compte tenu des règles de comptabilisation applicables aux couvertures de juste valeur pour la reconnaissance des gains ou pertes issues de la réévaluation de la composante couverte et de l'instrument de couverture prenant en compte les modifications exposées plus haut, Dexia Crédit Local s'attend à ce que la transition de ses contrats dérivés indexés LIBOR GBP génère un impact total positif en résultat de l'ordre de EUR 350 millions. Cet impact correspondra à la reprise du stock d'inefficacité LIBOR GBP/SONIA au moment de la transition et sera engendré par la réévaluation de la juste valeur du risque couvert suite à sa redéfinition. Cet impact sera réparti entre les exercices 2021 et 2022 en fonction de l'avancement et de la stratégie de la transition de Dexia Crédit Local (remplacement de l'indice via les négociations bilatérales avec les contreparties ou via l'activation d'une clause de remplacement (« fallback ») prévue pour 2022 dans le cadre du contrat ISDA).

Au cours du premier semestre 2021, Dexia Crédit Local n'a procédé à aucune modification de ses contrats dérivés de couverture dans le cadre de la réforme des taux.

## 2.2. Textes de l'IASB et interprétations IFRIC adoptés par la Commission européenne durant l'année en cours mais pas encore applicables au 1<sup>er</sup> Janvier 2021

- « Améliorations annuelles – Cycle 2018-2020 », qui sont une série d'amendements aux normes IFRS existantes et qui seront applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Dexia Crédit Local n'envisage pas d'impacts significatifs de ces amendements sur ses états financiers car ces derniers ne constituent que des ajustements mineurs de certaines normes IFRS.
- **Amendement à IAS 37** « Contrats onéreux – coûts d'exécution d'un contrat », **amendement à IAS 16** « Produit de la vente avant l'utilisation prévue », **amendement à IFRS 3** « Références au cadre conceptuel ». Ces amendements à portée limitée seront applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et l'impact de ces amendements sur les états financiers de Dexia Crédit Local est en cours d'analyse.

## 2.3. Nouvelles normes IFRS, interprétations IFRIC et amendements publiés durant l'année en cours mais pas encore adoptés par la Commission européenne

- **Amendement à IFRS 16** « Allègements de loyer liés à la Covid-19 au-delà du 30 juin 2021 » (publié par l'IASB en mars 2021) a pour objectif de faciliter la prise en compte par les locataires des concessions de loyers liées au Covid-19, telles que les locations de vacances ou les réductions temporaires de loyer. Cet amendement est applicable à partir du 1<sup>er</sup> avril 2021 et il n'a pas d'impact sur les états financiers de Dexia Crédit Local car Dexia Crédit Local n'a bénéficié d'aucun allègement de loyer dans le contexte de la crise Covid-19 au 30 Juin 2021.
- **Amendement à IAS 1 et à l'énoncé de pratique en IFRS 2** « Informations à fournir sur les méthodes comptables » (publié par l'IASB en février 2021). Cet amendement sera applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et son impact sur les annexes des états financiers de Dexia Crédit Local est en cours d'analyse.
- **Amendement à IAS 8** « Définition des estimations comptables » (publié par l'IASB en février 2021). Cet amendement qui vise à faciliter la distinction entre les méthodes comptables et les estimations comptables sera applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et son impact est en cours d'analyse.
- **Amendement à IAS 12** « Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction » (publié par l'IASB en mai 2021). Cet amendement sera applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et son impact sur les états financiers de Dexia Crédit Local est en cours d'analyse.
- **Décision de l'IFRS IC relative à la norme IAS 19** « Avantages du personnel » d'avril 2021 concernant les périodes de service auxquelles une entité attribue des avantages relatifs à un régime à prestations définies spécifique. Dexia Crédit Local prévoit de finaliser l'étude d'impact de cette décision sur ses états financiers d'ici le 31 décembre 2021 et n'envisage pas d'impact significatif.

## 2.4. Nouvelle norme IFRS 17 « Contrats d'assurance »

Cette norme publiée par l'IASB en mai 2017, en remplacement de la norme actuelle IFRS 4 « Contrats d'assurance » sera applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Son amendement publié par l'IASB en juin 2020 inclut notamment le report au 1<sup>er</sup> janvier 2023 de la date de sa première application. En parallèle, un amendement à la norme IFRS 4 a été également publié afin de prolonger l'exemption temporaire d'application d'IFRS 9 jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la norme IFRS 17. Cette nouvelle norme n'aura pas d'impact sur les états financiers de Dexia Crédit Local car Dexia Crédit Local n'a pas de contrats d'assurance dans le champ d'application de la norme.

## 2.5. Nouvelle définition du défaut

Conformément aux directives de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), la nouvelle définition du défaut (au titre de l'article 178 du règlement (UE) n° 575/2013) est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Le règlement (UE) 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne (BCE), applicable depuis le 31 décembre 2020, complète ces dispositions concernant le seuil de matérialité des arriérés sur des obligations de crédit. Cette nouvelle réglementation vient renforcer la cohérence et harmoniser des pratiques des établissements de crédit européens dans la détection des expositions en défaut.

Dexia Crédit Local n'a qu'une seule définition de défaut sur l'ensemble des portefeuilles du bilan et applique les nouvelles dispositions pour l'identification des encours en défaut depuis mi-2020. A noter que le travail de qualification du défaut selon la nouvelle définition est fait depuis début 2019 sur une base trimestrielle en simultanément avec l'ancienne définition.

## 3. Changement de présentation des états financiers consolidés résumés de Dexia Crédit Local

Les états financiers consolidés résumés de Dexia Crédit Local sont établis conformément au format de l'ANC (Autorité des Normes Comptables). Au 30 juin 2021, Dexia Crédit Local applique la recommandation de l'ANC n° 2017-02 du 2 juin 2017 « Relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales ».

Depuis le 31 décembre 2020 et afin de donner aux lecteurs des états financiers une image plus fidèle des impacts liés à ses opérations économiques, Dexia Crédit Local présente les produits et charges d'intérêts sur les instruments dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat (sauf ceux détenus à des fins de gestion de risques (couvertures « économiques »)) sur la ligne du compte de résultat « Gains et pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat » et non plus sur les lignes « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le classement des intérêts dans le tableau des flux de trésorerie reste inchangé.

## 4. Recours à des estimations et jugements

Lors de l'établissement des états financiers consolidés résumés, la direction est amenée à faire des hypothèses et des estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur et qui ont un impact sur les chiffres publiés y compris dans les notes annexes. Pour réaliser ces estimations et hypothèses, la direction utilise l'information disponible à la date de préparation des états financiers et exerce son jugement. Bien que la direction estime avoir tenu compte de toutes les informations à sa disposition lors de l'établissement de ces hypothèses,

les chiffres réels peuvent différer des chiffres estimés et des différences peuvent provoquer des impacts significatifs sur les états financiers.

Les principales évaluations nécessitant la formulation d'hypothèses et d'estimations sont les suivantes :

- Evaluation de la juste valeur des instruments financiers déterminée à partir de techniques de valorisation, analyse du caractère actif ou non d'un marché et usage des modèles internes pour valoriser des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Détermination des pertes de crédit attendues pour la dépréciation des actifs financiers sous IFRS 9 : évaluation des critères d'augmentation significative du risque de crédit, choix des modèles appropriés et des hypothèses pour évaluer les pertes de crédit attendues, établissement du nombre et des pondérations relatives pour les scénarios prospectifs et détermination des informations prospectives pertinentes pour chaque scénario, détermination de la probabilité de défaut (PD) et de la perte en cas de défaut (LGD) (IFRS 9) ;
- Détermination de la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs non courants destinés à être cédés et des activités abandonnées. Dexia Crédit Local exerce son jugement pour identifier les actifs non courants destinés à être cédés et des activités abandonnées (IFRS 5) ;
- Appréciation des conditions permettant l'application de la comptabilité de couverture et évaluation de l'efficacité des relations de couverture ;
- Analyse des actifs renégociés afin de déterminer leur maintien au bilan ou leur décomptabilisation ;
- Détermination de la durée d'utilité et de la valeur résiduelle des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles ;
- Hypothèses actuarielles relatives à l'évaluation des obligations liées aux avantages du personnel et aux actifs des plans de pension ;
- Estimation des profits futurs taxables pour la comptabilisation et l'évaluation d'impôts différés actifs ;
- Détermination de la valeur des droits d'utilisation et de la dette locative des contrats de location et notamment détermination de la durée de location ;
- Détermination de l'incertitude sur les traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat et des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges. À l'instar de nombreuses institutions financières, Dexia Crédit Local reste poursuivi en tant que défendeur dans le cadre de plusieurs litiges. L'existence d'une obligation présente avec des sorties de flux probables dans le cas d'un litige nécessite un recours au jugement. Les comptes consolidés du groupe reflètent les conséquences telles qu'évaluées par Dexia Crédit Local sur la base des informations à sa disposition à la date de préparation des états financiers, des principaux litiges et enquêtes susceptibles d'avoir

un impact significatif sur la situation financière, les résultats ou les activités du groupe et des provisions ont été comptabilisées quand nécessaire.

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle économique suivi par Dexia Crédit Local pour la gestion des instruments financiers et le caractère SPPI ou « basique » d'un instrument financier, ainsi que pour apprécier le contrôle sur une entité acquise par Dexia Crédit Local, y compris une entité structurée, pour la détermination du périmètre de consolidation (IFRS 10).

### Crise liée au Covid-19

Le contexte actuel lié à la crise sanitaire Covid-19 se caractérise par des incertitudes significatives sur la durée et l'intensité des effets économiques de l'épidémie. Ces incertitudes ont conduit Dexia Crédit Local à émettre des hypothèses et des estimations et avoir recours à une part plus importante de jugement dans le cadre de la préparation de ses états financiers consolidés résumés au 30 Juin 2021. Ceux-ci sont principalement liés à l'évaluation des pertes de crédit attendues des actifs financiers et de l'appréciation du critère d'augmentation significative du risque de crédit sous IFRS 9.

Les principaux effets de la crise liée au Covid-19 ainsi que les hypothèses et estimations mises à jour pour tenir compte des incidences de la pandémie de Covid-19 et retenues dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés de Dexia Crédit Local au 30 Juin 2021 sont présentés dans la note I. « Autres éléments significatifs du semestre – Impacts relatifs au Covid-19 ».

### Réforme des taux de référence (IBOR)

Suite aux faiblesses des taux interbancaires IBOR révélées par la crise financière, une réforme a été engagée au niveau international afin de fiabiliser les méthodes de construction de ces indices et de remplacer les indices actuels par des nouvelles références de taux sans risque. Les instruments financiers basés sur les références de taux actuelles devront être modifiés pour refléter les nouveaux taux de référence. À ce stade, des incertitudes demeurent encore quant au calendrier et les modalités précises de substitution des indices.

En zone euro, l'indice EONIA sera remplacé par l'€STR à partir du 3 janvier 2022. Durant la période de transition l'EONIA est maintenu et depuis le 2 octobre 2019, il est basé sur l'€STR ( $EONIA = €STR + 8,5 \text{ bps}$ ). Concernant l'EURIBOR, une nouvelle méthodologie dite « hybride » est reconnue conforme à la réglementation BMR depuis juillet 2019 et ce taux a été ajouté au registre des indices de référence de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF).

Concernant le LIBOR, les nouveaux taux sans risque SOFR et SONIA respectant le règlement BMR sont publiés depuis 2018. Des indices basés sur ces derniers sont destinés à remplacer respectivement les indices actuels LIBOR USD et LIBOR GBP dont la publication va se poursuivre jusqu'au 30 juin 2023 pour la plupart des ténors du LIBOR USD et jusqu'au 31 décembre 2021 pour le LIBOR GBP. Des incertitudes plus importantes subsistent pour les opérations utilisant l'indice LIBOR et, en particulier, pour les instruments tels que les cross-currency swaps, les CMS et la gestion du « tough legacy ».

Dexia Crédit Local détient les instruments financiers indexés sur les références de taux visées par la réforme et est principalement exposé aux indices dans les devises Euro, Dollar US et Sterling. Les instruments dérivés détenus par Dexia Crédit Local seront impactés par les modifications des accords et des transactions avec les contreparties OTC et les chambres de compensation. Pour les contrats dérivés traités avec les chambres de compensation, le passage à l'€STR et SOFR pour la rémunération du cash collateral et la courbe d'actualisation a eu lieu en 2020. La transition des contrats dérivés pour remplacer l'indice de la branche variable des instruments indexés sur l'indice EONIA et LIBOR GBP aura lieu respectivement le 15 octobre 2021 et le 17 décembre 2021. Pour les contrats dérivés régis par le contrat-cadre de l'Association Internationale des Swaps et Dérivés (ISDA), cette dernière a publié le 23 octobre 2020 son Supplément, qui insère dans les définitions ISDA 2006 des mécanismes de repli (« fallback ») robustes pour faire face à la disparition d'un indice de référence. L'ISDA a concomitamment publié un protocole permettant d'appliquer plus facilement ces « fallbacks » aux transactions non compensées en cours. Le Supplément et le Protocole prennent effet à partir du 25 janvier 2021. Dexia Crédit Local a adhéré au Protocole ISDA en juin 2021, ce qui a conduit à un amendement automatique des contrats cadres avec les contreparties bilatérales ayant adhéré au protocole, et prévoit de négocier l'ajout de nouvelles clauses « fallback » directement avec ses contreparties en cas de non adhésion au protocole ISDA par une des parties à ses contrats portant sur les instruments dérivés. Pour ses contrats dérivés traités avec les contreparties OTC et en vue de la cessation de l'indice EONIA le 3 janvier 2022, Dexia Crédit Local a entamé la transition à l'€STR de ses accords du cash collateral et prévoit de la terminer d'ici à la fin de l'année 2021.

Une structure projet est en place au sein de Dexia Crédit Local depuis le deuxième semestre 2018 afin d'assurer la transition vers les nouveaux indices de référence. Ce projet, impliquant l'ensemble des métiers et fonctions de Dexia Crédit Local, vise à anticiper les impacts associés à la réforme d'un point de vue juridique, commercial, financier, comptable et opérationnel et à mettre en œuvre le processus de transition vers les nouveaux indices tout en réduisant les risques liés à cette transition et

en respectant les délais définis par les régulateurs. Ainsi, dans le cadre de ce projet, les travaux suivants sont notamment menés :

- suivi des développements règlementaires de la réforme des taux ;
- établissement de la cartographie des instruments financiers visés par la réforme ;
- analyse et gestion des risques liés à la réforme. Ces risques sont principalement de nature juridique (lié à la documentation contractuelle et au risque de litiges associés), de conduite (lié à la négociation avec les clients et contreparties bancaires en vue des amendements nécessaires aux contrats existants), financier (lié aux perturbations éventuelles des marchés dues à la réforme des taux et majoritairement circonscrit au risque de taux d'intérêt), opérationnel (lié à l'exécution des migrations de transactions et au changement des systèmes d'information) et comptable (lié aux impacts potentiels en compte de résultat induits par la transition sur les relations de couverture et suite à la revalorisation des instruments de couverture et des éléments couverts post-transition).
- analyse juridique et mise à jour des contrats (remplacement du taux d'intérêt de référence dans les contrats et les transactions, insertion de clauses de remplacement (« fallback ») robustes) ;
- mise en place de la stratégie, organisation et exécution de la transition des deals legacy ;
- implémentation des modifications dans les systèmes d'information et de gestion, mise à jour des processus ;
- communications externes et internes.

Des points d'avancement du projet sont présentés régulièrement au Comité de Direction ainsi qu'au Conseil d'administration.

Cette réforme pourrait avoir des conséquences sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs financiers indexés sur ces indices et sur le traitement comptable des couvertures associées. Des travaux ont été engagés au niveau de l'IASB avec l'objectif de limiter les impacts comptables potentiels liés à la réforme. Des amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7 « Réforme des taux d'intérêt de référence » publié par l'IASB en septembre 2019 et adoptés par l'Union européen en janvier 2020, traitent les problématiques liées à la comptabilité de couverture dans la période d'incertitude précédant l'entrée en vigueur de ces nouveaux taux. La proposition de l'IASB vise à maintenir les relations de couverture existantes et consiste à présumer que le taux d'intérêt de référence sur lequel les flux de trésorerie couverts et les flux de trésorerie de l'instrument de couverture sont basés ne serait pas modifié. Ces amendements introduisent des exemptions concernant principalement le respect du caractère hautement probable des flux couverts, le respect du caractère

identifiable du risque couvert, la réalisation des tests d'efficacité prospectifs et rétrospectifs. De manière à assurer une continuité de ses relations de couverture, Dexia Crédit Local applique par anticipation les dispositions de ces amendements depuis le 31 décembre 2019.

Au 30 Juin 2021, la plupart des relations de couverture de Dexia Crédit Local restent indexées sur les taux de référence IBOR actuels que sont principalement l'EONIA, l'EURIBOR et les taux LIBOR. Pour ces relations de couverture, les instruments couverts et de couverture vont être progressivement amendés afin d'incorporer les nouveaux taux (remplacement du taux d'intérêt de référence, insertion de clauses de remplacement (« fallback »). Dexia Crédit Local va appliquer les exemptions prévues par les amendements jusqu'à la levée des incertitudes visées quant à la date de la transition et au montant des flux de trésorerie (index, ajustement de la marge ou compensation) de l'élément couvert ou de l'instrument de couverture, c'est-à-dire jusqu'à la modification effective des clauses des instruments financiers concernés.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, Dexia Crédit Local applique les amendements aux normes IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 sur la seconde phase du projet « Réforme des taux d'intérêt de référence – phase 2 » relatif aux enjeux comptables après l'entrée en vigueur des nouveaux taux. Ces nouveaux amendements traitent notamment des sujets de décomptabilisation et modification des actifs et passifs financiers indexés sur les références de taux visées par la réforme ainsi que de la comptabilité de couverture (voir 2.1).

## Brexit

Dans le contexte de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 et de l'accord de commerce et de coopération signé en décembre 2020, Dexia Crédit Local continue de suivre l'évolution des négociations concernant les services financiers. Les conséquences du Brexit ont été intégrées dans les hypothèses et estimations retenues dans la préparation des comptes consolidés résumés.

## ÉVOLUTIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

### Au 30 juin 2020

Néant

### Au 30 juin 2021

Néant

## ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS REPRIS DANS LE COMPTE DE RÉSULTAT

Le résultat net part du groupe s'élève à EUR -204 millions pour le 1<sup>er</sup> semestre 2021, contre EUR -741 millions en 2020.

Le produit net bancaire est négatif à EUR -38 millions (EUR -543 millions en 2020). Outre le portage des actifs, le montant inclut notamment des impacts liés à la valorisation des dérivés ainsi que des résultats de cession et des provisions pour risque juridique.

Au cours du semestre, le remboursement par anticipation d'un encours de EUR 280 millions de prêts sur le secteur social housing UK se traduit par une charge globale de EUR -40 millions qui se lit sur deux lignes distinctes du compte de résultat :

- en *Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti* pour un montant de EUR +39 millions lié aux indemnités de remboursement anticipé, net des effets associés à la rupture de la couverture de taux des prêts,
- en *Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat* pour un montant de EUR -79 millions, suite au recyclage en résultat de la réserve de cash flow hedge consécutif à la résiliation des swaps qui couvraient le financement des prêts.

Le poste *Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat*, à EUR -73 millions (EUR -384 millions en 2020) comprend également une évolution favorable de la *Funding Value Adjustment (FVA)*, de la *Credit Value Adjustment (CVA)* et de la *Debit Valuation Adjustment (DVA)*, pour un montant total de EUR +42 millions (EUR -101 millions en 2020).

La variation des paramètres de marché au cours du semestre a par ailleurs eu un effet assez limité sur les inefficacités de couverture de juste valeur de EUR -13 millions (EUR -193 millions en 2020).

Le poste *Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres* s'élève à EUR -26 millions (EUR -58 millions en 2020) suite aux cessions réalisées dans le cadre du plan de deleveraging validé dans le passé. Ainsi, en 2021, le groupe Dexia Crédit Local a notamment vendu EUR 178 millions de prêts sur le secteur public local français avec une perte de EUR -21 millions, et EUR 79 millions de titres avec une perte de EUR -4 millions.

Le *résultat net des autres activités* à EUR +28 millions (EUR -2 millions en 2020) s'explique principalement par l'évolution des litiges juridiques, et comprend notamment un effet favorable de EUR +20 millions suite à la signature d'un protocole transactionnel avec une contrepartie.

Les coûts s'élèvent à EUR -161 millions (EUR -206 millions en 2020). Les taxes et contributions réglementaires s'établissent à EUR -52 millions, et marquent une baisse par rapport à 2020 (EUR -61 millions). Les charges générales d'exploitation bénéficient sur le semestre de la simplification du réseau international, en particulier de la fermeture de la succursale de New York : elles restent toutefois impactées par des coûts de transformation importants.

Le *Coût du risque de crédit* s'établit à EUR +47 millions (EUR -95 millions en 2020), et s'explique d'une part, par la revue du scénario macroéconomique sur la base des projections publiées par la ECB en décembre 2020 ou par les régulateurs nationaux lorsque disponibles, et d'autre part, par des reprises de provisions sur des actifs remboursés par anticipation.

Le poste *Gains ou pertes nets sur autres actifs* est à zéro tandis qu'il s'élevait à EUR 104 millions en 2020 à la suite du recyclage en résultat de l'écart de conversion porté par les fonds propres de la succursale de New York.

Les *impôts sur les bénéfices* s'élèvent à EUR -52 millions (EUR -2 millions en 2020) : ils comprennent en 2021 une charge d'impôt différé de EUR -51 millions consécutive au transfert d'un portefeuille de titres de EUR 2,7 milliards de Dexia Crediop vers la succursale de Dublin, avec une décote fiscale. Conformément à la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat », cette différence temporelle entre valeur fiscale et valeur comptable des actifs transférés donne lieu à la constatation d'un impôt différé passif.

## AUTRES ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE – IMPACTS RELATIFS AU COVID-19

L'année 2020 a été fortement marquée par la crise pandémique du Covid-19 qui a causé un choc sanitaire et économique sans précédent et amené les États et les banques centrales à prendre des mesures exceptionnelles visant à enrayer la propagation du virus et à soutenir l'économie. Bien que les conséquences économiques de la crise demeurent encore très incertaines à moyen terme, elle a conduit le groupe à mettre en œuvre différentes mesures de prudence, dans le contexte spécifique de résolution ordonnée qui lui est propre.

### Protection des équipes et continuité opérationnelle

Dès les prémices de la crise, Dexia Crédit Local a suivi attentivement l'évolution de la situation liée à la propagation du Covid-19. En 2021, le comité de direction du groupe a maintenu le dispositif composé d'une cellule opérationnelle et d'une cellule stratégique de crise afin d'adapter

le déploiement des équipes sur site ou à distance en fonction de l'évolution de la pandémie. Ce suivi de proximité et l'adaptation agile de l'organisation ont permis d'assurer la protection des équipes tout en assurant une pleine continuité opérationnelle.

En mars 2021, le groupe a signé avec les partenaires sociaux un nouvel accord concernant l'organisation du travail, permettant à chaque collaborateur de télétravailler jusqu'à trois jours par semaine.

## Détérioration du risque de crédit consécutive à la crise

### Revue des scénarios macro-économiques et des secteurs sensibles

Dans le contexte historique de pandémie, les hypothèses retenues et les estimations réalisées pour la préparation des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2021 ont évolué comparativement à celles retenues lors de la clôture annuelle 2020. En particulier, le groupe Dexia Crédit Local a revu les scénarios macro-économiques inclus dans les mesures ponctuelles (*point-in-time*) et prospectives (*forward looking*) des modèles de probabilités de défaut et de pertes en cas de défaut utilisés pour l'évaluation des pertes de crédit attendues dans le cadre d'IFRS 9.

Ainsi, pour la préparation des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2021, le groupe a retenu un scénario macro-économique « central » basé sur les projections publiées par la BCE<sup>(1)</sup> en décembre 2020 ou par les régulateurs nationaux lorsque disponibles (Belgique, France, Allemagne, Espagne, Grèce, Italie, Irlande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, États-Unis et Tunisie).

Le scénario central prend en compte une forte reprise économique après le choc de 2020, entre autres à la suite du déploiement des campagnes de vaccination. Toutefois, Dexia Crédit Local a jugé ce scénario trop favorable puisque l'effet du choc de 2020 sur les défauts est décalé dans le temps par rapport au contexte spécifique de la pandémie de Covid-19 et à l'application des mesures sanitaires et de support économique. Aussi, une approche prudente a été retenue, tenant compte de l'évolution macro-économique depuis le départ de la crise et non pas uniquement à compter de fin 2020. À titre d'exemple, la croissance du PIB de la zone euro utilisée pour l'année 2021 dans les paramètres Point in Time (-3,7 %) est l'évolution agrégée de l'évolution du PIB constatée sur 2020 (-7,3 %) et de la projection du PIB pour 2021 dans le scénario de la BCE (3,9 %). Les évolutions du PIB prises en compte

pour 2022 et 2023 pour la zone euro sont celles de la BCE (respectivement + 4,2 % et + 2,1 %).

L'approche IFRS 9 prévoit également de prendre en compte l'incertitude macro-économique autour du scénario central (cf. règles d'évaluation comptables). Dans cette approche, une déviation de deux écarts type a été prise en compte sur les indicateurs macro-économiques pour un horizon de projection de 3 ans. Cette déviation est calibrée en comparant les projections macro-économiques des années passées avec les évolutions macro-économiques réellement constatées. Les pertes de crédit attendues résultantes sont ainsi obtenues en pondérant le scénario central avec un scénario amélioré et un scénario dégradé, dans cette plage d'incertitude. Pour le portefeuille de crédit de Dexia Crédit Local, les pertes attendues étant globalement plus sensibles au scénario dégradé qu'au scénario amélioré, la prise en compte des incertitudes autour du scénario central se traduit globalement par une augmentation nette des provisions, comparativement au scénario central seul.

En complément du scénario de base, la BCE a publié un scénario optimiste et un scénario sévère dans le contexte de la pandémie. Ces scénarios, détaillés sur le site de la BCE, fournissent des informations complémentaires sur l'incertitude macro-économique. En tant qu'analyse de sensibilité, le scénario sévère prévoit, sur 3 ans, une croissance réduite du PIB aux alentours de 4 %, alors que le taux de chômage est plus élevé de 2 %. Il en résulte (en considérant que le scénario sévère de la BCE devient le scénario central de Dexia Crédit Local) une augmentation des pertes de crédit attendues de 23 %.

Par ailleurs, Dexia Crédit Local porte une attention particulière aux secteurs économiques sensibles, notamment les secteurs fortement impactés par la crise sanitaire tels qu'identifiés en 2020. Toutes les contreparties susceptibles d'être fragilisées par la crise sont classées systématiquement en phase 2 dès lors qu'elles ne sont pas classées en phase 3. Ceci concerne notamment les aéroports, l'immobilier d'entreprise, les collectivités françaises d'outre-mer et de montagne, les secteurs du pétrole, du gaz, du tourisme-divertissement et le financement des logements étudiants au Royaume-Uni. L'ensemble de ces secteurs sensibles représente une exposition de EUR 12,7 milliards sur un total de EUR 76,8 milliards.

Dexia Crédit Local procède également, sur une base trimestrielle, à une analyse approfondie des contreparties non performantes afin d'estimer les conséquences de la crise sanitaire sur leur situation financière. À ce stade, il n'est pas constaté une hausse significative des événements de défaut.

(1) [https://www.ecb.europa.eu/pub/projections/html/ecb.projections202006\\_eurosystemstaff-7628a8cf43.en.html](https://www.ecb.europa.eu/pub/projections/html/ecb.projections202006_eurosystemstaff-7628a8cf43.en.html) [https://www.ecb.europa.eu/pub/projections/html/ecb.projections202009\\_ecbstaff-0940bca288.en.html](https://www.ecb.europa.eu/pub/projections/html/ecb.projections202009_ecbstaff-0940bca288.en.html)

L'impact favorable de la mise à jour des scénarios macro-économiques, combinée à l'évolution naturelle du portefeuille, s'est traduite par un coût du risque positif sur le 1<sup>er</sup> semestre, à EUR +47 millions (cf. section résultats de ce communiqué de presse).

### Rééchelonnement de prêts bancaires

Au cours de l'année 2020, le groupe Dexia Crédit Local avait été amené à proposer, à la demande de certains clients, des rééchelonnements de prêts bancaires et avait ainsi accordé des reports de paiement sur des échéances totalisant environ EUR 44,6 millions, dont EUR 8,1 millions en France et EUR 36,5 millions en Italie.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2021, seules trois nouvelles demandes de rééchelonnement ont été formulées en France pour un montant total EUR 1,8 million. En Italie, deux nouvelles demandes de grandes collectivités ont été introduites au 1<sup>er</sup> semestre 2021, pour un montant de EUR 18 millions, correspondant à un encours de EUR 300 millions. Ces deux restructurations seront mises en œuvre au 2<sup>e</sup> semestre 2021.

### Mesures d'assouplissement temporaires concernant les exigences en fonds propres réglementaires des banques

Dans le cadre de la lutte contre la crise provoquée par l'épidémie de Covid-19, la BCE a annoncé, le 12 mars 2020, une série de mesures visant à assouplir les exigences de fonds propres au titre du SREP. Ces mesures se traduisent par le relâchement du coussin de conservation du capital (*capital conservation buffer*) et des fonds propres supplémentaires (*P2G – Pillar 2 guidance*). Conjointement à l'annonce de la BCE, certaines autorités nationales telles que la France ou le Royaume-Uni ont également procédé à la mise à zéro des coussins contracycliques (*countercyclical buffer*).

En intégrant ces mesures d'assouplissement, l'exigence de fonds propres applicable à Dexia Crédit local passe à 11,25 % sur une base consolidée, contre 15,25 % initialement communiquée pour l'année 2020. Cette exigence de 11,25 % inclut un niveau de capital supplémentaire de 3,25 % (*P2R – Pillar 2 requirement*) devant être couvert au moins à hauteur de 56 % par des fonds propres « Common Equity Tier 1 » et 75 % par des fonds propres « Tier 1 ».

Le 7 janvier 2021, l'ACPR a informé Dexia Crédit Local qu'en l'absence d'évolution significative de son profil de risque et afin de tenir compte des circonstances exceptionnelles engendrées par la crise sanitaire actuelle, l'exigence de fonds propres totale de 11,25 % était maintenue en 2021.

Par ailleurs, le Parlement européen a validé le 18 juin 2020, une série d'ajustements temporaires au Règlement relatif aux exigences en fonds propres (*Capital Requirements Regulation - CRR*), permettant aux banques d'atténuer les impacts de la pandémie de Covid-19 sur leurs fonds propres réglementaires. Ainsi, les dispositions transitoires permettent de réintégrer dans les fonds propres réglementaires les éventuelles nouvelles pertes de crédit attendues comptabilisées en 2020 et 2021 selon le référentiel IFRS 9.

Une neutralisation temporaire, au niveau du capital réglementaire, des variations de juste valeur de certains actifs souverains et du secteur public classés en juste valeur par capitaux propres est également autorisée.

Enfin, les actifs pondérés des risques (*Risk-weighted assets - RWA*) des expositions souveraines des États membres de l'Union européenne ont été temporairement réduits à 0 % pour les expositions libellées et financées dans la monnaie nationale d'un autre État membre. Les RWA des expositions liées aux infrastructures ont quant à eux été temporairement réduits de 25 %.

Dexia Crédit Local et ses entités ont fait usage de ces dispositions temporaires lors de l'établissement de leurs états prudentiels et de leurs ratios de solvabilité au 30 juin 2021.

A noter que l'augmentation temporaire du facteur de diversification de 50 à 66 % applicable dans le cadre de l'évaluation prudente (*Prudent Valuation Adjustment - PVA*), permettant de limiter le montant de correction de valeur supplémentaire à prendre en compte dans le calcul des fonds propres prudentiels, ne s'applique plus en 2021.

### ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Néant

## NOTE II. ANALYSE PAR SEGMENT

Ayant finalisé la cession de l'ensemble des franchises commerciales prévues dans le cadre de son plan de résolution, Dexia et Dexia Crédit Local se consacrent pleinement à la gestion des actifs résiduels tout en veillant à préserver les intérêts des États actionnaires et garants du groupe et à éviter tout risque systémique, en ligne avec la mission de l'entreprise.

En ligne avec le profil du groupe, la performance de Dexia Crédit Local est appréhendée au niveau consolidé sur la base d'une seule division appelée « Gestion des activités en extinction », sans allocation spécifique de financement et de charges opérationnelles par segment d'activité.

## NOTE III. TAUX DE CHANGE

	TAUX DE CHANGE				
	Taux de clôture			Taux moyen	
	30/06/2020	31/12/2020	30/06/2021	30/06/2020	30/06/2021
Dollar US	1,1223	1,2278	1,1871	1,1044	1,2026

## NOTE IV. JUSTE VALEUR

*Certains montants ne s'additionnent pas en raison d'arrondis*

### ÉVALUATION ET HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

#### Principes de valorisation

IFRS 13 définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou payé pour transférer un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants de marché à la date d'évaluation.

Les prix de marché cotés pour des actifs ou passifs identiques sont utilisés pour évaluer les justes valeurs lorsqu'il existe un marché actif. Ces prix de marché sont en effet la meilleure estimation de la juste valeur d'un instrument financier. La détermination de l'existence ou non d'un marché actif est basé sur des critères tels que le volume de transactions, la liquidité du marché, l'écart achat-vente, etc.

Si l'instrument financier n'est pas traité sur un marché actif, des techniques de valorisation sont utilisées. Le choix de la technique de valorisation doit être approprié aux circonstances et le niveau d'évaluation doit refléter ce que serait la juste valeur dans les conditions de marché actuelles. Les techniques de valorisation utilisées par Dexia Crédit Local maximisent l'utilisation de données observables et minimisent l'utilisation de données non observables.

Le modèle de valorisation devrait prendre en compte tous les facteurs que les acteurs du marché prendraient en considération pour valoriser l'instrument. Évaluer la juste valeur d'un instrument financier requiert la prise en compte des conditions de marché existantes au moment de l'évaluation. Dans la mesure où des données observables sont disponibles, elles doivent être incorporées dans le modèle.

Les instruments financiers de Dexia Crédit Local reconnus à la juste valeur au bilan ou pour lesquels une juste valeur est calculée à des fins de présentation en annexe, sont classés selon les niveaux définis par la hiérarchie IFRS des justes valeurs. La définition des niveaux retenue par Dexia Crédit Local est celle que l'on retrouve dans le texte de la norme IFRS 13 :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : techniques de valorisation basées sur des données, autres que les prix cotés inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement.
- Niveau 3 : techniques de valorisation basées de façon significative sur des données non observables.

Selon la politique de Dexia Crédit Local, les transferts d'un niveau à l'autre de la hiérarchie des justes valeurs sont effectués à la juste valeur à la date de clôture.

## Techniques de valorisation

Les principes de valorisation retenus par Dexia Crédit Local pour ses instruments financiers (instruments mesurés à la juste valeur par résultat, actifs financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global) et valorisations pour les annexes) peuvent être résumés comme suit :

### 1. Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur (détenus à des fins de transaction, détenus à des fins autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, désignés à la juste valeur par le résultat, évalués à la juste valeur par capitaux propres (en autres éléments du résultat global), dérivés)

Instruments financiers évalués à la juste valeur pour lesquels des cotations de marché fiables sont disponibles

Si le marché est actif, les prix cotés disponibles correspondent à la meilleure évidence de juste valeur et seront donc utilisés pour les valorisations.

Ces prix de marché utilisés dans un marché actif pour des instruments identiques sans ajustement répondent aux conditions requises pour l'inclusion dans le niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur telle que définie dans IFRS 13, contrairement à l'utilisation de prix cotés sur des marchés non actifs ou l'utilisation de spreads cotés.

Instruments financiers à la juste valeur pour lesquels il n'existe pas de prix de marché fiable et pour lesquels les valorisations sont obtenues par des techniques d'évaluation

Dexia Crédit Local utilise pour ses valorisations des approches s'appuyant autant que possible sur des données de marché observables. Ces valorisations s'appuient sur des fournisseurs de données de marché externes indépendants et des approches quantitatives standard. Le département Market Risk établit un suivi régulier de la qualité des valorisations :

- les valorisations d'instruments dérivés sont confrontées à celles d'un panel de contreparties et analysées lors d'un comité mensuel ad hoc ;
- les niveaux d'exécution des opérations sont utilisés pour s'assurer de la qualité des approches de valorisation ;
- une revue régulière des approches de valorisation est faite et soumise à la validation du département Validation.

Pour être éligible à la juste valeur de niveau 2, seules des données de marché observables peuvent être utilisées de manière significative. Les données que Dexia Crédit Local intègre dans ses modèles de valorisation sont soit directement observables (prix), soit indirectement

observables (spreads) ou bien encore sont le résultat de l'utilisation de prix ou de spreads directement observables sur des instruments similaires. Les justes valeurs d'instruments financiers qui utilisent significativement des données inobservables ou des hypothèses retenues par Dexia Crédit Local doivent être qualifiées en niveau 3 pour les besoins de publication dans les annexes.

La gouvernance en matière de juste valeur est assurée par plusieurs comités en charge des sujets liés à la valorisation. Le comité de direction, qui est le comité de gouvernance du niveau le plus élevé, supervise les principales décisions prises par les comités des niveaux subordonnés (comité des risques de marché et comité de validation). Cette gouvernance assure un cadre de contrôle solide sur les sujets liés à la valorisation ainsi que l'indépendance entre le front office, l'équipe des risques de marché et l'équipe de validation, dans le but de produire des estimations de juste valeur fiables pour la surveillance des risques de l'activité de négociation ainsi que pour une présentation fidèle de la situation financière et de la solvabilité du groupe. Les principes de valorisation généraux de Dexia Crédit Local assurent l'utilisation de prix cotés et observables, lorsqu'ils sont disponibles, ou de modèles de valorisation qui prennent en compte tous les facteurs que les acteurs du marché prendraient en considération. Les modèles sont développés par le département Market Risk sur la base des informations fournies par le front office et sont validés par le département Validation. Selon leurs disponibilités, les données peuvent provenir de différentes sources telles que les cotations de prix négociables ou cours indicatifs. Un inventaire des produits est régulièrement effectué, avec la revue des principales caractéristiques, la matérialité et le statut du modèle.

Lorsqu'il n'existe pas de marché actif, les titres et les prêts sont valorisés en maximisant l'utilisation de données de marché.

Dexia Crédit Local utilise un modèle de flux de trésorerie actualisés basé sur des spreads de crédit. Le spread de crédit est estimé sur la base des données directement disponibles auprès de contributeurs externes (Bloomberg, Markit...) ou, lorsqu'aucune donnée n'est disponible pour un instrument, sur la base de la courbe de crédit de l'émetteur ajustée pour tenir compte des caractéristiques spécifiques des titres considérés (maturité...) ou, à défaut, sur la base de spreads disponibles pour des instruments similaires sur le marché (secteur, notation, devise).

S'agissant de la valorisation des dérivés, Dexia Crédit Local ajuste la valeur de marché pour tenir compte des risques de contreparties (Credit Valuation Adjustment (CVA) / Debit Valuation Adjustment (DVA)) et de financements (Funding Valuation Adjustment (FVA)).

La CVA reflète le risque de défaut de la contrepartie et la DVA reflète le risque de crédit propre de Dexia Crédit Local.

Dexia Crédit Local distingue deux marchés pour l'estimation de la CVA/DVA :

- Le marché des dérivés collatéralisés donnant lieu à l'échange quotidien de collatéral pour lesquels la CVA/DVA est calculée sur la base des variations de valeurs anticipées sur la période de marge en risque.
- Le marché des dérivés non collatéralisés pour lesquels il existe un risque sur la juste valeur du dérivé en date d'arrêt ainsi que sur les variations de valeur anticipées sur la durée de vie du dérivé.

Sur la base de projections, les expositions positives anticipées sont utilisées pour le calcul de la CVA alors que les expositions négatives anticipées sont utilisées pour le calcul de la DVA.

Pour l'estimation de la CVA/DVA, les paramètres de probabilité de défaut (PD) utilisés sont déterminés sur la base de données et de conventions de marché. Les paramètres de perte en cas de défaut (LGD) sont basés sur des conventions de marché ou sur des statistiques internes qui prennent en compte des taux de recouvrement spécifiques observés.

Suivant les hypothèses que les participants de marché prendraient en considération pour évaluer la juste valeur, Dexia Crédit Local utilise la courbe des taux au jour le jour (OIS) comme courbe d'actualisation pour tous les dérivés, quelle que soit leur collatéralisation.

La Funding Valuation Adjustment (FVA) prend en compte les coûts de financement associés aux instruments dérivés non collatéralisés. Ces dérivés non collatéralisés n'étant pas assujettis à des appels de marge, la banque bénéficie d'une économie de financement ou en supporte le coût suivant le sens de sa position nette au bilan, correspondant aux valeurs de marché de ces instruments dérivés.

Le niveau de coût de financement utilisé dans la détermination de la FVA reflète le financement de l'exposition des dérivés non collatéralisés à des taux différents de ceux au jour le jour.

S'agissant de la valorisation des actifs, Dexia Crédit Local tient compte du risque de remboursement anticipé lié à ces actifs.

Dexia Crédit Local continuera à faire évoluer ses modèles au fil des trimestres en fonction de l'évolution des pratiques de marché.

## **2. Instruments financiers comptabilisés au coût amorti (évaluation pour l'annexe sur la juste valeur)**

Ces instruments sont valorisés selon la même approche que celle décrite ci-dessus pour les instruments reconnus à la juste valeur au bilan.

## JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux suivants comparent la juste valeur et la valeur comptable des instruments financiers non évalués à la juste valeur.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS			
<i>(en millions d'EUR)</i>	31/12/2020		
	Valeur comptable	Juste valeur	Ajustement de juste valeur non comptabilisé
Caisse et banques centrales	9 866	9 866	0
Titres au coût amorti	37 075	32 223	(4 852)
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	21 498	21 691	193
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	26 895	21 795	(5 100)
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10 050	10 228	178
Dettes envers la clientèle	6 824	6 793	(31)
Dettes représentées par un titre	57 360	57 998	638
Dettes subordonnées	19	19	0

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS			
<i>(en millions d'EUR)</i>	30/06/2021		
	Valeur comptable	Juste valeur	Ajustement de juste valeur non comptabilisé
Caisse et banques centrales	9 032	9 032	0
Titres au coût amorti	35 574	31 303	(4 270)
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	18 090	18 023	(67)
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	24 501	21 080	(3 421)
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	8 146	8 060	(86)
Dettes envers la clientèle	7 813	7 779	(34)
Dettes représentées par un titre	51 656	52 362	706
Dettes subordonnées	20	9	(11)

## ANALYSE DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-dessous présentent une analyse de la juste valeur des actifs et des passifs financiers, en fonction du niveau d'observabilité de la juste valeur (niveau 1 à 3). L'évaluation à la juste valeur est récurrente pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur. L'évaluation non-récurrente à la juste valeur est non significative chez Dexia Crédit Local.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS (ÉVALUATION RÉCURRENTE)				
(en millions d'EUR)	31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>		<b>8 960</b>	<b>3 990</b>	<b>12 950</b>
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		7 353	2 058	9 411
- Instruments dérivés de transaction		7 353	2 058	9 411
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat		1 607	1 932	3 539
- Titres de créance		257	135	392
- Prêts et créances		1 350	1 789	3 139
- Instruments de capitaux propres			7	7
Instruments dérivés de couverture		1 149	114	1 263
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>108</b>	<b>2 352</b>	<b>909</b>	<b>3 369</b>
- Titres de créance	104	937	23	1 064
- Prêts et créances		1 389	881	2 270
- Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	4	27	4	35
<b>TOTAL</b>	<b>108</b>	<b>12 461</b>	<b>5 013</b>	<b>17 582</b>

JUSTE VALEUR DES PASSIFS FINANCIERS (ÉVALUATION RÉCURRENTE)				
(en millions d'EUR)	31/12/2020			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>		<b>9 783</b>	<b>2 742</b>	<b>12 525</b>
- Passifs financiers désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat		877		877
- Instruments dérivés de transaction		8 905	2 742	11 648
Instruments dérivés de couverture		9 444	11 103	20 548
<b>TOTAL</b>		<b>19 227</b>	<b>13 845</b>	<b>33 073</b>

**JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS (ÉVALUATION RÉCURRENTE)**

(en millions d'EUR)	30/06/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>		<b>7 389</b>	<b>2 849</b>	<b>10 238</b>
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		6 209	1 632	7 840
- Instruments dérivés de transaction		6 209	1 632	7 840
Actifs financiers détenus à des fins autres que de transaction obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat		1 181	1 217	2 398
- Titres de créance		235	2	237
- Prêts et créances		946	1 211	2 157
- Instruments de capitaux propres			5	5
<b>Instruments dérivés de couverture</b>		<b>694</b>	<b>114</b>	<b>808</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>147</b>	<b>1 839</b>	<b>812</b>	<b>2 798</b>
- Titres de créance	147	743		891
- Prêts et créances		1 069	807	1 876
- Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres		27	5	31
<b>TOTAL</b>	<b>147</b>	<b>9 922</b>	<b>3 774</b>	<b>13 844</b>

**JUSTE VALEUR DES PASSIFS FINANCIERS (ÉVALUATION RÉCURRENTE)**

(en millions d'EUR)	30/06/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>		<b>8 798</b>	<b>2 160</b>	<b>10 958</b>
- Passifs financiers désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat		866		866
- Instruments dérivés de transaction		7 932	2 160	10 092
<b>Instruments dérivés de couverture</b>		<b>6 985</b>	<b>9 991</b>	<b>16 976</b>
<b>TOTAL</b>		<b>15 784</b>	<b>12 150</b>	<b>27 934</b>

**TRANSFERTS ENTRE NIVEAU 1 ET NIVEAU 2**

Les tableaux ci-dessous présentent les montants des instruments financiers évalués à la juste valeur de façon récurrente, détenus à la fin de la période et dont la méthodologie de valorisation a été transférée entre niveau 1 et niveau 2. Les montants de transfert entre niveaux sont les montants de juste valeur des instruments financiers à la date de clôture.

(en millions d'EUR)	30/06/2020		30/06/2021	
	De niveau 1 à niveau 2	De niveau 2 à niveau 1	De niveau 1 à niveau 2	De niveau 2 à niveau 1
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>				
- Titres de créance	67	114	0	0
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>67</b>	<b>114</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

### ANALYSE DU NIVEAU 3

	30/06/2020								
	Ouverture	Total gains ou pertes en résultat	Total gains ou pertes latents ou différés	Ventes	Règlements	Transferts en niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Autres variations <sup>(1)</sup>	Clôture
<i>(en millions d'EUR)</i>									
Actifs détenus à des fins autres que de transaction, obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat	1 185	(67)			(25)	8	(22)	1 583	2 661
- Titres de créances	232	(25)			(1)		(22)		184
- Prêts et créances	936	(43)			(24)	8		1 582	2 459
- Instruments de capitaux propres	17	1							18
Instruments dérivés de transaction	1 874	230				129		(45)	2 189
Instruments dérivés de couverture	144	(14)						(1)	129
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	838	20	(25)	(123)	(215)		(497)	939	936
- Titres de créances	546	39		(123)	(1)		(451)	27	37
- Prêts et créances	287	(20)	(25)		(214)		(45)	911	895
- Instruments de capitaux propres	5			0					4
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>4 041</b>	<b>169</b>	<b>(25)</b>	<b>(123)</b>	<b>(240)</b>	<b>137</b>	<b>(519)</b>	<b>2 476</b>	<b>5 915</b>
Instruments dérivés de transaction	2 235	622				70		(64)	2 863
Instruments dérivés de couverture	9 732	2 604	6					(573)	11 769
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>11 967</b>	<b>3 227</b>	<b>6</b>			<b>70</b>		<b>(638)</b>	<b>14 632</b>

(1) Les autres variations comprennent notamment les écarts de change pour les sociétés en euros et les écarts de conversion pour les sociétés en devises. A l'actif, ils s'élèvent à EUR -69 millions reconnus en résultat et à EUR -1 million comptabilisé en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Au passif, ceux-ci s'élèvent à EUR -630 millions reconnus en résultat et à EUR -7 millions comptabilisés en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Elles comprennent également les transferts d'actifs du coût amorti vers juste valeur par résultat et juste valeur par capitaux propres dans le cadre du RDP (Remedial Deleveraging Plan).

Les montants de transfert en niveau 3 ou hors du niveau 3 sont les montants de juste valeur des instruments financiers à la date de clôture. Ils dépendent de la liquidité et de l'observabilité des paramètres de marché.

	30/06/2021								
	Ouverture	Total gains ou pertes en résultat	Total gains ou pertes latents ou différés	Ventes	Règlements	Transferts en niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Autres variations <sup>(1)</sup>	Clôture
<i>(en millions d'EUR)</i>									
Actifs détenus à des fins autres que de transaction, obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat	1 932	(52)		(67)	(637)		(3)	45	1 217
- Titres de créances	135	(30)		(65)	(35)		(3)		2
- Prêts et créances	1 789	(22)		(3)	(598)			45	1 211
- Instruments de capitaux propres	7				(3)				5
Instruments dérivés de transaction	2 058	(379)					(90)	42	1 632
Instruments dérivés de couverture	114								114
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	909	(2)	12		(103)		(23)	18	812
- Titres de créances	23						(23)		0
- Prêts et créances	881	(2)	12		(103)			18	807
- Instruments de capitaux propres	5								5
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>5 013</b>	<b>(433)</b>	<b>12</b>	<b>(67)</b>	<b>(740)</b>	<b>0</b>	<b>(116)</b>	<b>106</b>	<b>3 774</b>
Instruments dérivés de transaction	2 742	(456)				2	(98)	(31)	2 160
Instruments dérivés de couverture	11 103	(850)	(9)				(3)	(251)	9 991
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>13 846</b>	<b>(1 306)</b>	<b>(9)</b>			<b>2</b>	<b>(101)</b>	<b>(282)</b>	<b>12 150</b>

(1) Les autres variations comprennent notamment les écarts de change pour les sociétés en euros et les écarts de conversion pour les sociétés en devises. A l'actif, ils s'élèvent à EUR 105 millions reconnus en résultat et à EUR +1 million comptabilisé en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Au passif, ceux-ci s'élèvent à EUR -295 millions reconnus en résultat et à EUR +13 millions comptabilisés en Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Les montants de transfert en niveau 3 ou hors du niveau 3 sont les montants de juste valeur des instruments financiers à la date de clôture. Ils dépendent de la liquidité et de l'observabilité des paramètres de marché.

### SENSIBILITÉ DE LA VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE NIVEAU 3 AUX CHANGEMENTS D'HYPOTHÈSES RAISONNABLEMENT POSSIBLES

Le groupe Dexia Crédit Local mesure la juste valeur des instruments financiers en utilisant partiellement des paramètres non observables. Ce caractère non observable induisant un certain degré d'incertitude sur la valorisation de ces instruments financiers, une analyse de la sensibilité de la juste valeur des instruments valorisés à partir de paramètres non observables a été réalisée au 30 juin 2021. L'analyse de la sensibilité a été faite soit en valorisant les instruments financiers à l'aide de paramètres

raisonnablement possibles, soit en appliquant des hypothèses fondées sur la politique d'ajustements de valorisation de l'instrument financier concerné.

Le tableau ci-dessous présente de façon synthétique les actifs et passifs financiers classés en niveau 3 pour lesquels des changements d'hypothèses concernant un ou plusieurs paramètres non observables entraîneraient une variation significative de la valeur de marché.

30/06/2020					
Instruments financiers	Paramètres non observables	Hypothèses alternatives		Impacts sur la juste valeur	
		Défavorables	Favorables	Défavorables (millions d'EUR)	Favorables (millions d'EUR)
Obligations	Spread de crédit	+ / - un écart-type		(2,9)	2,9
Prêts	Spread de crédit	280 bps	0 bps	(749,4)	240,2
CDS	Spread de crédit	+ / - un écart-type		(18,3)	12,5
Dérivés	Taux d'intérêt	+ / - un écart-type		(12,5)	12,5
	Spread de CBS	+ / - un écart-type		(5,0)	5,0
	Inflation	+ / - un écart-type		(0,4)	0,4
<b>TOTAL</b>				<b>(788,5)</b>	<b>273,4</b>

30/06/2021					
Instruments financiers	Paramètres non observables	Hypothèses alternatives		Impacts sur la juste valeur	
		Défavorables	Favorables	Défavorables (millions d'EUR)	Favorables (millions d'EUR)
Obligations	Spread de crédit	+ / - un écart-type		(0,5)	0,5
Prêts	Spread de crédit	580 bps	50bps	(285,7)	124,3
CDS	Spread de crédit	+ / - un écart-type		(16,1)	11,5
Dérivés	Taux d'intérêt	+ / - un écart-type		(8,2)	8,2
	Spread de CBS	+ / - un écart-type		(3,1)	3,1
	Inflation	+ / - un écart-type		(0,2)	0,2
<b>TOTAL</b>				<b>(313,8)</b>	<b>147,8</b>

Le paramètre inobservable dans la valorisation des obligations et des dérivés sur événement de crédit (CDS) classés en niveau 3 est le spread de crédit. Les hypothèses alternatives utilisées pour mesurer la sensibilité de ces instruments financiers se basent sur la dispersion des spreads utilisés pour leur valorisation, et consistent à appliquer aux spreads une variation correspondant à +/- un écart-type. La sensibilité de la juste valeur des obligations est ainsi estimée varier entre -0,5 million EUR pour le scénario défavorable et +0,5 million EUR pour le scénario favorable, et celle des CDS est estimée varier entre -16,1 millions EUR pour le scénario défavorable et +11,5 millions EUR pour le scénario favorable.

Pour les prêts classés en niveau 3, les hypothèses alternatives consistent en l'utilisation des spreads minimum et maximum observés

lors de la valorisation des actifs similaires par Dexia Crédit Local. L'impact de ces hypothèses alternatives est estimé à -285,7 millions EUR pour le scénario défavorable et à +124,3 millions EUR pour le scénario favorable.

Pour les dérivés classés en niveau 3, les données de marché inobservables sont principalement le taux d'intérêt, l'inflation et le spread des swaps de devises (CBS). Les hypothèses alternatives utilisées par Dexia Crédit Local pour les dérivés se basent sur la dispersion des données de marchés disponibles par facteur de risque et par pilier, et la sensibilité de la juste valeur de chaque dérivé est ensuite déterminée pour une variation égale à +/- un écart-type. L'impact total sur la juste valeur est estimée varier entre -11,5 millions EUR pour le scénario défavorable et +11,5 millions EUR pour le scénario favorable.

## NOTE V. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Nous renvoyons à l'annexe 4.4 Transactions avec des parties liées du rapport annuel Dexia Crédit Local 2020.

## NOTE VI. ENCOURS DES INSTRUMENTS FINANCIERS IMPACTÉS PAR LA RÉFORME DES INDICES

<i>(en millions d'EUR)</i>	Actifs financiers (hors dérivés) impactés par la réforme	Passifs financiers (hors dérivés) impactés par la réforme	Dérivés impactés par la réforme
	Capital restant dû		Notionnels
EURIBOR	9 208	25 984	141 187
EONIA	2 496	345	25 175
LIBOR USD	1 670	9 781	40 342
LIBOR GBP	272	6 858	24 564
LIBOR autres	173		1 128
<b>TOTAL</b>	<b>13 819</b>	<b>42 968</b>	<b>232 395</b>

## NOTE VII. IMPACT DU RECLASSEMENT DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

Afin de donner aux lecteurs des états financiers une image plus fidèle des impacts liés aux opérations économiques de Dexia Crédit Local, Dexia Crédit Local a changé la présentation au compte de résultat des produits et charges d'intérêts sur les instruments dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat. Les dérivés de transaction détenus à des fins de gestion de risques (couvertures « économiques ») ne sont pas

concernés par ce changement. Selon ce nouveau choix de présentation, Dexia Crédit Local a reclassé les produits et charges d'intérêts relatifs à ces instruments des lignes de publication « Intérêts et produits assimilés » et Intérêts et charges assimilées vers la ligne « Gains et pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les impacts de ce reclassement sont présentés dans le tableau chiffré ci-après.

<i>(en millions d'EUR)</i>	30/06/2020			30/06/2021		
	Avant changement de présentation	Après changement de présentation	Impacts nets du changement de présentation	Avant changement de présentation	Après changement de présentation	Impacts nets du changement de présentation
Intérêts et Produits assimilés	2 727	1 525	(1 202)	2 146	1 201	(945)
Intérêts et charges assimilées	(2 802)	(1 509)	1 293	(2 129)	(1 179)	950
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	(293)	(384)	(91)	(69)	(73)	(4)

## ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Je soussigné, Pierre Crevits, directeur général de Dexia Crédit Local,

atteste, qu'à ma connaissance, les états financiers consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

L'information financière semestrielle présentée dans le présent document a fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, lesquels n'ont pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Fait à La Défense, le 20 septembre 2021

Pierre Crevits  
Directeur général

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

## PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2021 AU 30 JUIN 2021

Aux actionnaires de la société Dexia Crédit Local,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Dexia Crédit Local, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note I.1 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2021, qui rappelle que ces comptes ont été établis selon les règles applicables en situation de continuité d'exploitation conformément aux critères d'IAS1.
- La note VII de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2021, qui expose le changement de présentation au compte de résultat des produits et charges d'intérêts sur les instruments dérivés de transaction évalués à la juste valeur par résultat.

## Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés résumés.

Fait à Paris la Défense, le 16 septembre 2021

### Les commissaires aux comptes

---

**Deloitte & Associés**  
Jean-Vincent Coustel

**Mazars**  
Virginie Chauvin  
Laurence Karagulian

---

Dexia Crédit Local  
1, passerelle des Reflets  
Tour CBX – La Défense 2  
92913 La Défense Cedex  
Tél. : +33 1 70 37 55 80  
[www.dexia-creditlocal.fr](http://www.dexia-creditlocal.fr)

Société anonyme au capital de 279 213 332 euros  
RCS Nanterre 351 804 042  
TVA : FR 49 351 804 042

Le rapport financier S1 2021 de Dexia Crédit Local est une publication  
de la Direction de la Communication et des Relations investisseurs.  
Ce document est également disponible en anglais.